

# Chapitre 4. Pied au plancher : des réformes structurelles pour dynamiser la croissance à long terme et accélérer la sortie de la crise

DANS **ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE 2009/11 n° 11** , PAGES 113 À 151  
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'OCDE**

ISSN 0304-3363

ISBN 9789264054875

Date de mise en ligne : 03/12/2009

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-economiques-de-l-ocde-2009-11-page-113?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'OCDE.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Chapitre 4

# Pied au plancher : des réformes structurelles pour dynamiser la croissance à long terme et accélérer la sortie de la crise

*Ces dernières décennies, le Mexique a progressivement amélioré ses performances en matière de croissance, mais sa convergence vers les pays de l'OCDE a été beaucoup moins rapide que celle de plusieurs autres marchés émergents. Les récentes réductions substantielles des droits à l'importation devraient aider l'économie à profiter plus pleinement de l'intégration des échanges et des investissements, ce qui pourrait constituer un atout relatif pour le Mexique compte tenu de sa situation géographique. Les réformes lancées ces deux dernières années, notamment celles qui visent à promouvoir la concurrence et la transparence dans le secteur financier et, à un degré moindre, dans les télécommunications, stimuleront également le dynamisme de l'économie. En dépit de ces progrès, de nouvelles réformes s'imposent pour favoriser la productivité globale et sectorielle. Selon diverses études, si la croissance du Mexique n'a pas été aussi rapide que celle des autres pays, cela tient aux faiblesses relatives concernant l'éducation, le développement du secteur financier et l'État de droit, à quoi s'ajoute le manque de concurrence. Concentrer maintenant l'attention sur des réformes d'être rapidement rentables – en améliorant, par exemple, la compétitivité et les infrastructures – pourrait générer un double effet positif : soutenir la reprise pour sortir de la récession actuelle et créer de la croissance à long terme. On peut y parvenir en développant la concurrence, notamment dans les industries de réseau, en libéralisant davantage le régime des investissements étrangers et des échanges commerciaux, et en améliorant la couverture de l'enseignement et les infrastructures liées au commerce.*

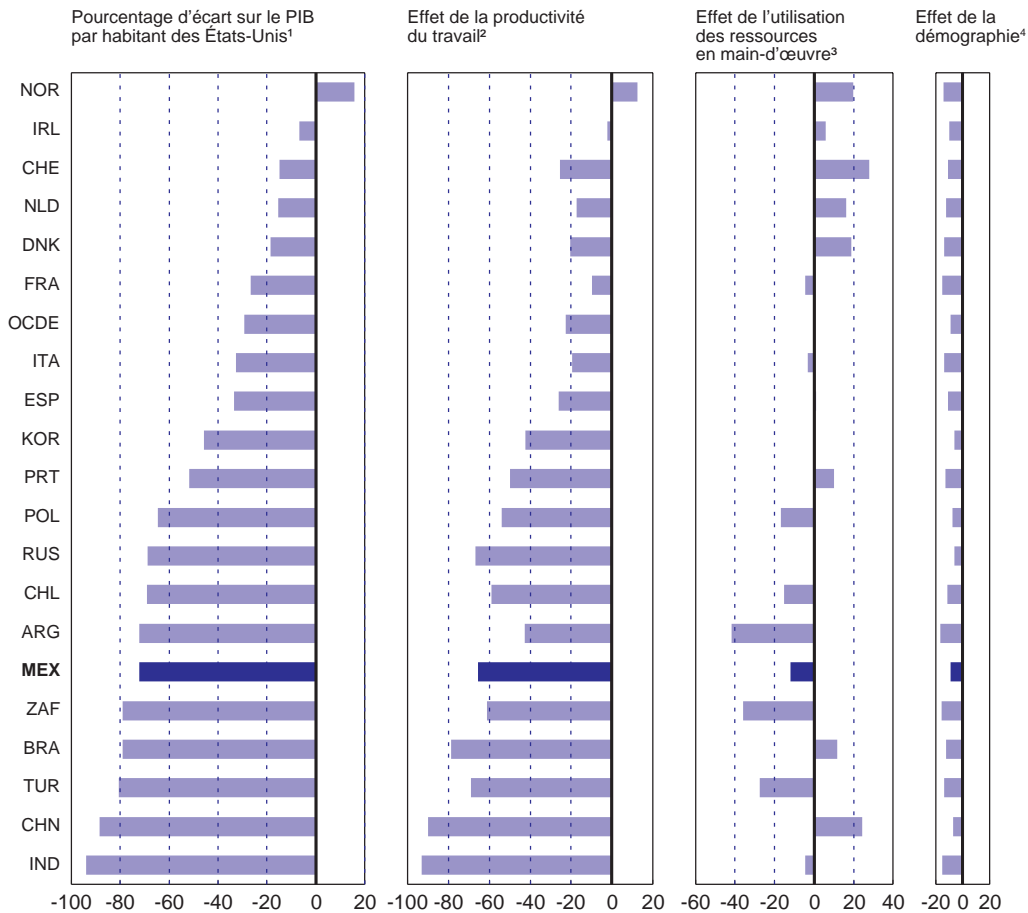
La croissance du Mexique n'a pas été exceptionnellement brillante ces dernières décennies, de sorte que le niveau de vie n'a pas convergé vers les niveaux de revenu plus élevés observés ailleurs. L'expérience que le Japon a connue permet, par exemple, de penser que le défi qui consiste à rattraper le retard peut être relevé et avoir des conséquences positives de très grande envergure. En 1950, le Mexique et le Japon avaient à peu près le même PIB par habitant. Pendant les quarante années suivantes, la croissance mexicaine a continué d'enregistrer un déclin relatif vis-à-vis des États-Unis, ce qui a contribué à l'important écart de niveau de vie entre les deux pays (graphique 4.1), alors que le Japon a profité d'une croissance soutenue pour atteindre l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde. Toutefois, la croissance s'est quelque peu accélérée ces derniers temps au Mexique. Bien que la croissance du PIB par habitant demeure faible par rapport à d'autres marchés émergents dynamiques, elle avoisine 2 % par an, chiffre proche de la moyenne OCDE et en forte amélioration par rapport à la stagnation constatée à la fin des années 80, au lendemain de la crise de la dette latino-américaine. Les réformes visant à ouvrir l'économie aux échanges et à l'investissement et l'instauration d'une certaine stabilité macroéconomique ont été déterminantes à cet égard. Mettre en œuvre des réformes favorables à la croissance permettrait d'améliorer les perspectives à long terme et d'aider le pays à sortir de la crise. En particulier, des mesures telles que la promotion de services de télécommunications tarifés de manière concurrentielle, la mise en place d'infrastructures de transport appropriées, l'amélioration des résultats scolaires et la création d'un environnement plus attractif pour les investissements étrangers pourraient doper la compétitivité et soutenir la demande. Une intensification de la concurrence permettrait aussi de contenir les tensions inflationnistes et d'augmenter le pouvoir d'achat au fil du temps.

Ce chapitre étudie les performances du Mexique en matière de croissance et les réformes stratégiques destinées à les améliorer. La première section compare les résultats de la croissance à ceux d'autres pays. La deuxième section examine les sources de croissance dans le but d'identifier les causes des faiblesses structurelles (voir l'annexe 4.A2 pour la source des données). Enfin, le chapitre met en lumière les questions de politique structurelle auxquelles le Mexique doit répondre pour s'orienter vers une croissance plus élevée et soutenir la reprise et la demande à court et long terme.

## Comparaison des résultats de la croissance du Mexique – principaux faits marquants

Au regard des autres marchés émergents, la croissance du PIB du Mexique a été faible (tableau 4.1)<sup>1</sup>. Parallèlement au Brésil, à l'Afrique du Sud et à la Russie (cas toutefois particulier en raison de l'effondrement de l'économie planifiée), le Mexique a enregistré une croissance à des taux proches ou inférieurs à ceux observés en moyenne dans les pays de l'OCDE au cours des deux dernières décennies. À l'inverse, des marchés émergents plus performants – le Chili, la Chine, l'Inde et la Turquie – ont affiché une croissance rapide sur

Graphique 4.1. Origines des différences de PIB réel par habitant, 2007




1. Sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2005 (PPA).

2. La productivité du travail est mesurée par le PIB par personne occupée.

3. L'utilisation des ressources en main-d'œuvre est mesurée par le ratio personnes occupées/personnes en âge de travailler.

4. Évalue la variation du ratio personnes en âge de travailler (15-64 ans)/population totale.

Source : OCDE, *Comptes nationaux* ; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (WDI) ; Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale* (WEO) ; Nations Unies, Division de statistique de l'ONU (UNSD).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/684560726636>

l'ensemble de la période, les taux allant de quelque 4 % en moyenne en Turquie à un niveau exceptionnel de 10 % en Chine. L'analyse des deux décennies prises séparément montre que les pays à revenu élevé ont accusé un ralentissement de leur activité d'une décennie à la suivante, alors que tous les pays émergents (à l'exception du Chili) ont vu s'accélérer la croissance de leur PIB réel.

Pour ces deux dernières décennies, les taux de croissance moyens du PIB par habitant apparaissent assez hétérogènes parmi les pays analysés (tableau 4.2). Sur cette période, la croissance du Mexique a été plus lente que celle des États-Unis, de la zone OCDE et des autres pays émergents de l'échantillon, à l'exception de l'Afrique du Sud et du Brésil (tableau 4.3). Cette période aurait dû être une phase de rattrapage. Toutefois, l'évolution de la tendance dans le temps est plus encourageante – la croissance du PIB est passée de 0.7 point pendant la première décennie à 1.9 point pendant la deuxième, niveau plus proche de la moyenne OCDE.

Tableau 4.1. **PIB réel aux prix et PPA de 2005 (USD)**

	En millions		Taux de croissance annuelle moyens		
	1987	2007	1987-97	1997-2007	1987-2007
États-Unis	7 173 680	13 016 677	3.13	2.91	3.02
Moyenne OCDE	705 788	1 198 673	2.74	2.62	2.68
Brésil	1 034 218	1 716 542	2.17	2.97	2.57
Chili	74 146	221 005	6.72	4.52	5.61
Chine	1 005 139	6 704 554	9.87	10.03	9.95
Inde	851 278	2 921 748	5.41	7.31	6.36
<b>Mexique</b>	<b>711 849</b>	<b>1 270 664</b>	<b>2.72</b>	<b>3.16</b>	<b>2.94</b>
Russie	1 822 455	1 917 612	-5.03	4.74	0.28
Afrique du Sud	259 056	436 754	1.52	3.78	2.65
Turquie	275 081	621 864	3.89	4.43	4.16

Source : Estimations de l'OCDE. Si indisponibles : Banque mondiale (WDI), Fonds monétaire international (WEO) et Nations Unies (UNSD).

Tableau 4.2. **PIB réel par habitant**

	PPA de 2005 (USD)		Taux de croissance annuelle moyens		
	1987	2007	1987-97	1997-2007	1987-2007
États-Unis	29 553	43 026	1.95	1.84	1.90
Moyenne OCDE	20 800	30 410	1.92	1.92	1.92
Brésil	7 474	9 072	0.45	1.50	0.97
Chili	5 942	13 323	5.06	3.19	4.12
Chine	918	5 052	8.56	9.24	8.90
Inde	1 098	2 587	3.26	5.50	4.38
<b>Mexique</b>	<b>9 250</b>	<b>11 983</b>	<b>0.70</b>	<b>1.91</b>	<b>1.30</b>
Russie	10 199	13 482	-4.39	5.16	1.88
Afrique du Sud	7 492	9 096	-0.53	2.50	0.97
Turquie	5 230	8 387	1.87	2.91	2.39

Source : Estimations OCDE. Si indisponibles : Banque mondiale (WDI), Fonds monétaire international (WEO) et Nations Unies (UNSD).

## Origines des différences de niveau de vie et de croissance

Une comparaison des sources de croissance parmi les marchés émergents montre que, dans le cas du Mexique, sa productivité du travail plus faible est la principale cause de ses résultats relativement médiocres. En effet, la croissance de la productivité du travail est restée légèrement négative sur les vingt dernières années au Mexique alors qu'elle a été le principal facteur de croissance dans des économies plus performantes (graphique 4.2).

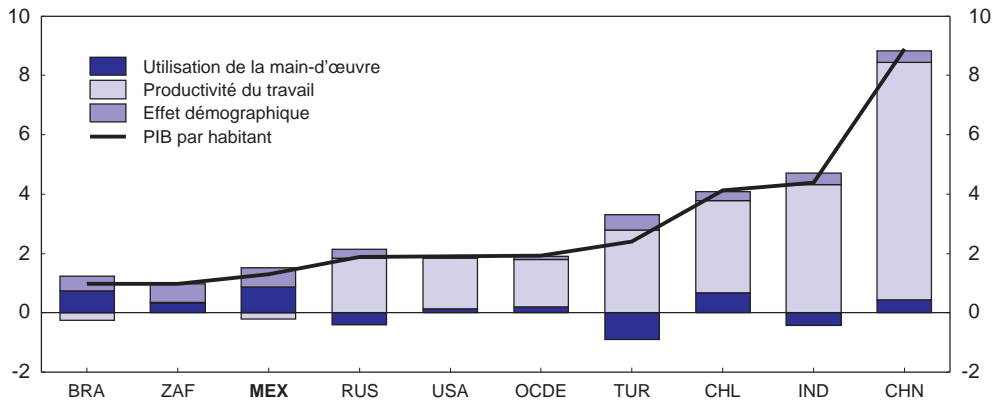
Si l'on décompose davantage les performances du Mexique par périodes de cinq ans, on découvre un scénario plus encourageant car la croissance de la productivité s'est amplifiée de manière continue de chaque période de cinq ans à la suivante. La tendance de la croissance du PIB par habitant a été proche de la moyenne OCDE pendant la dernière période de cinq ans (environ 2 % par an), même si elle est restée très inférieure à celle de marchés émergents plus performants. L'accélération de la productivité du travail explique l'augmentation du taux de croissance du PIB par habitant dans le temps (tableau 4.3).

## Productivité sectorielle du travail et analyse structurelle-résiduelle

Une décomposition par secteur montre que les mauvaises performances sont générales<sup>2</sup>. Au Mexique, les résultats relativement faibles de la productivité concernent

## Graphique 4.2. Sources de croissance

Croissance moyenne, 1987-2007



Source : OCDE, Comptes nationaux ; Banque mondiale, WDI ; Fonds monétaire international, WEO ; Nations Unies, UNSD.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/684616077122>

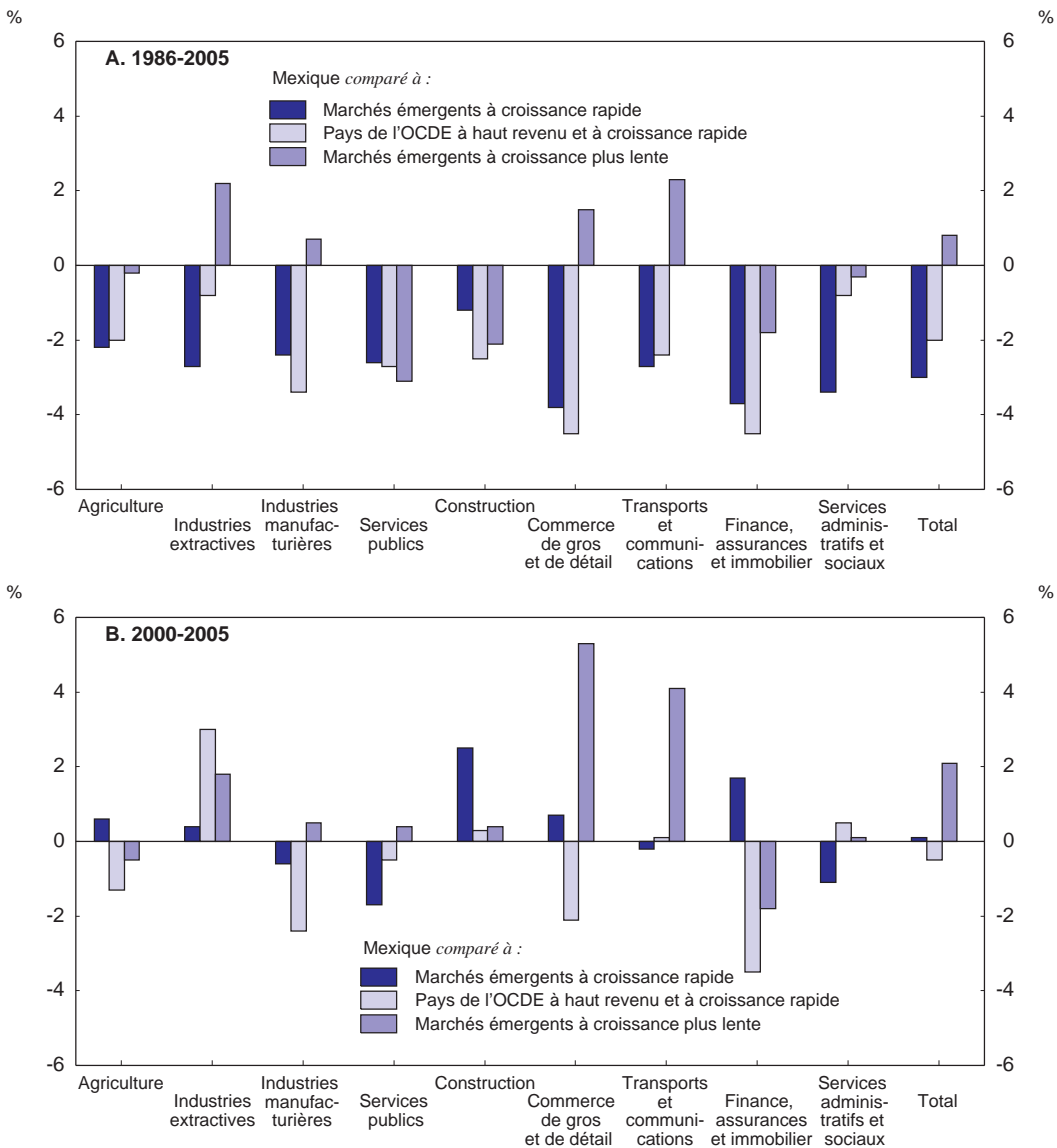
Tableau 4.3. Mexique : sources de croissance dans le temps

Mexique	1987-92	1992-97	1997-2002	2002-07
PIB	2.44	2.99	3.16	3.16
PIB par habitant	0.25	1.15	1.76	2.06
Productivité du travail	-2.03	-0.75	0.82	1.11
Utilisation de la main-d'œuvre	1.73	1.32	0.24	0.21
Démographie	0.59	0.59	0.68	0.73


Source : Estimations de l'OCDE. Si indisponibles : Banque mondiale (WDI), Fonds monétaire international (WEO) et Nations Unies.

environ 80 % de l'emploi total – dans l'agriculture, le secteur manufacturier, le commerce de gros et de détail, et les services publics et sociaux (graphique 4.3a)<sup>3</sup>. Même au cours des cinq années écoulées, période pendant laquelle les performances cumulées relatives du Mexique ont été les meilleures, le pays a toujours eu une croissance inférieure à celle des pays de l'OCDE à revenu élevé dans l'agriculture, le secteur manufacturier et le commerce de gros et de détail. De plus, dans les secteurs des services aux collectivités, des services publics et des services sociaux le Mexique n'a pas totalement comblé son retard sur les marchés émergents à forte croissance (graphique 4.3b).

L'évolution totale de la productivité peut être décomposée entre un effet « intrasectoriel » (déterminé par les évolutions techniques et l'accumulation de capital), un effet « intersectoriel » (redéploiement de la main-d'œuvre entre les secteurs) et un effet « transsectoriel » (qui représente l'interaction de l'évolution de la productivité et des parts dans l'emploi). Les effets intersectoriels ont dominé au Mexique jusqu'à ces derniers temps et expliquent l'essentiel de la croissance de la productivité totale du travail dans l'échantillon (graphique 4.4). Cette évolution a été principalement attribuable à une forte contraction de l'emploi dans le secteur agricole – dans lequel la productivité est relativement faible. Ces 20 dernières années, la croissance de la productivité intrasectorielle mexicaine a été limitée par rapport à la plupart des autres pays. Les effets transsectoriels négatifs ont aussi largement compensé l'effet intersectoriel positif et sont davantage responsables de l'évolution de la productivité totale que dans les autres pays. Cela a pu se produire parce que les secteurs affichant une croissance relativement faible de

Graphique 4.3. **Tendance de la croissance de la productivité sectorielle du travail**

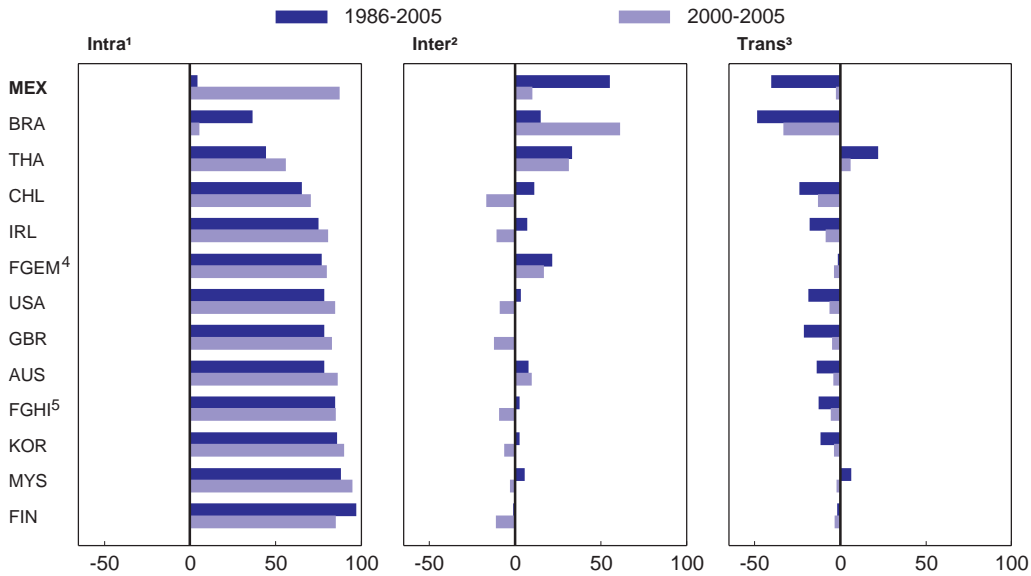
Source : OCDE, à partir de la Base de données EU KLEMS ; Groningen Growth and Development Center.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/684646082118>

leur productivité – tels que le commerce de gros et de détail, et la construction – ont gagné des parts en termes d'emploi.


Ces dernières années, la croissance de la productivité mexicaine a été tirée principalement par la productivité intrasectorielle, profil plus similaire à celui des autres pays. Les effets intersectoriels ont joué un rôle beaucoup plus limité à mesure que l'économie gagnait en maturité et que le taux de contraction de la part de l'emploi agricole dans l'emploi total diminuait. Les effets transsectoriels négatifs mineurs ont aussi été très similaires à ceux que l'on a observés dans d'autres pays. Cela s'explique par la résorption de l'écart de productivité entre les secteurs mexicains à faible croissance gagnant des parts d'emploi et les secteurs à forte croissance perdant des parts d'emploi (tels que les mines).

Graphique 4.4. **Analyse structurelle-sectorielle**  
 Pourcentage de la somme des variations absolues des composantes.



1. Intra : productivité intrasectorielle du travail.
2. Inter : croissance de la productivité due au redéploiement de main-d'œuvre entre des secteurs à niveaux de productivité différents.
3. Trans : croissance de la productivité due à l'évolution de l'emploi entre secteurs à taux de croissance de la productivité différents.
4. FGEM désigne les marchés émergents à forte croissance.
5. FGHI désigne les pays de l'OCDE à forte croissance et à revenu élevé.

Source : OCDE à partir de la Base de données EU-KLEMS.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/684652282530>

Ce changement de configuration incite à penser que le profil de croissance de la productivité sectorielle du Mexique s'est récemment rapproché de celui des pays à revenu plus élevé. Il est soutenu par les évolutions de la productivité au niveau sectoriel, contrairement à ce qui s'est produit sur la période 1986-2000, pendant laquelle la croissance de la productivité a résulté principalement d'une migration de main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur industriel. Bien que les taux de croissance de la productivité du travail et du PIB par habitant aient augmenté, ils demeurent trop faibles pour permettre une convergence rapide vers les pays de l'OCDE à revenu élevé. La croissance de la productivité intrasectorielle peut être davantage dynamisée par le capital, l'innovation et la concurrence, qui ont tendance à être étroitement liés à l'éducation, à l'IDE et au développement du secteur financier.

## La convergence du Mexique vers les pays à revenu élevé a été lente

La lenteur de la convergence du Mexique vers des niveaux de revenu plus élevés ne s'accorde pas avec ce que suggère la théorie économique traditionnelle. En principe, les pays à revenu faible devraient croître plus rapidement que les pays à revenu élevé en raison d'une décroissance de la rentabilité du capital (encadré 4.1). D'un point de vue empirique, certains éléments montrent que cette théorie de la convergence est valable, mais elle est loin d'être automatique (graphique 4.5). Il existe à la fois des pays convergents et non convergents parmi les membres de l'OCDE et les marchés émergents retenus pour les comparaisons. Toutefois, la diversité des profils de croissance est plus grande parmi les

#### Encadré 4.1. **Modèles de croissance, convergence et politiques publiques**

Les modèles de croissance ont tendance à expliquer les augmentations de la production par le biais de l'accumulation des moyens de production qui contribuent au processus de production, et impliquent généralement que les politiques publiques jouent un rôle potentiellement important en influençant ces processus.

Un modèle influent de croissance économique, le modèle Solow-Swan augmenté (Solow, 1956, 1957 et Swan, 1956), utilise une fonction de production néoclassique,  $Y = F(K; AL)$  dans laquelle la productivité marginale est positive mais décroissante pour les deux facteurs capital (K) et travail (L). Le progrès technique, A, croît à un taux exogène et constant, et augmente la productivité du travail. Dans ce modèle, le capital, le travail et l'économie évoluent vers un état stationnaire à long terme dans lequel un taux de croissance constant est déterminé par les taux de croissance de la population et du progrès technique. Pendant la transition, la vitesse de convergence diminuera à mesure que l'économie s'approchera de son état stationnaire en raison de la décroissance de la rentabilité marginale du capital. Les pays plus riches, plus proches de l'état stationnaire, enregistreront une croissance plus lente que les pays plus pauvres. Cette convergence ne sera absolue (convergence vers le même niveau de revenu par habitant) que dans l'hypothèse où tous les pays ont le même état stationnaire. Mais cela ne pourra se produire que si les paramètres qui déterminent l'état stationnaire, croissance de la population et taux de progrès technique, sont identiques dans les différents pays. Comme ces facteurs – et en particulier le progrès technique (représentant ici tout ce qui augmente la productivité du travail) – ne sont ni exogènes ni constants dans les différents pays, la convergence vers des niveaux de revenu similaires n'est pas automatique. Les politiques publiques peuvent avoir une forte influence sur le progrès technique tel que défini dans le modèle et de ce fait affecter notablement les taux de convergence des pays.

Le rôle des politiques publiques est encore plus évident dans les modèles de croissance endogène. Les plus célèbres sont le modèle à deux facteurs AK, ou modèle Uzawa-Lucas (Uzawa, 1961 ; Lucas, 1988) et le modèle de Romer (1990). Dans ces modèles, la décroissance de la rentabilité de l'accumulation factorielle ne se matérialise pas nécessairement et la convergence n'est plus une propriété du processus de croissance. La croissance est dynamisée à long terme par des facteurs tels que le capital humain et la recherche-développement, sur lesquels les politiques publiques peuvent exercer une forte influence.

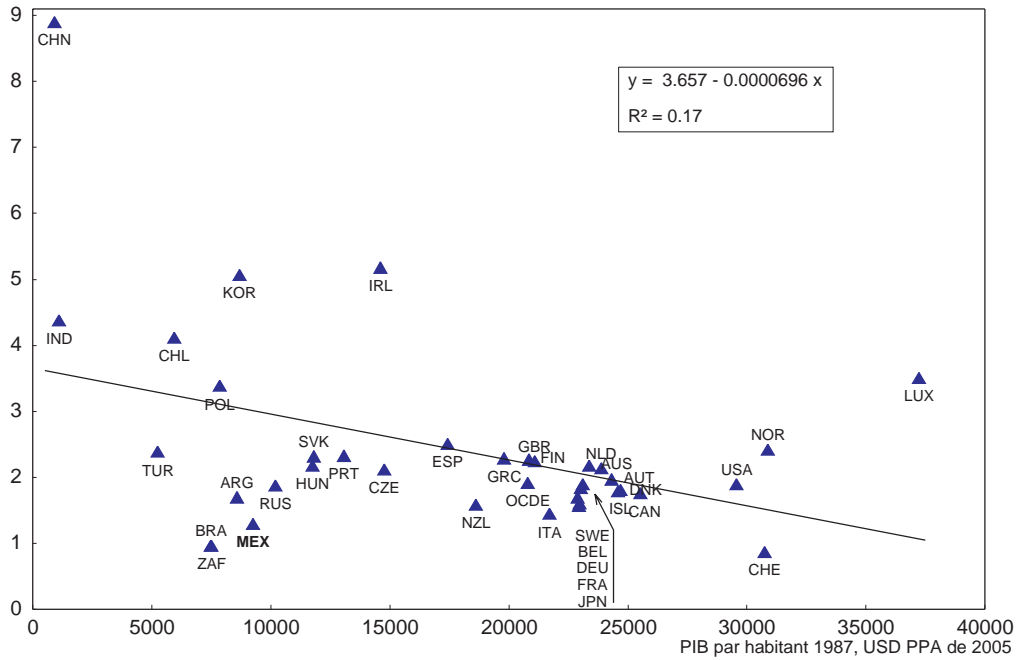
pays émergents que parmi les économies de l'OCDE à revenu élevé, dont les profils ont tendance à être plus homogènes.

La vitesse de convergence a aussi varié dans l'histoire. Il a fallu un délai relativement court aux États-Unis pour rattraper puis dépasser le Royaume-Uni, pays de tête au XIX<sup>e</sup> siècle. À l'inverse, le Japon et l'Allemagne ont divergé du pays de tête avant le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, puis ont convergé après la Seconde Guerre mondiale alors que le Mexique continuait d'évoluer de manière divergente (graphique 4.6).

La vitesse de convergence a reflété des différences de politiques, de taux d'épargne et de taux de croissance de la population. Ces derniers influent sur la convergence car ils déterminent l'état stationnaire vers lequel les pays convergent. La variance plus marquée des politiques est liée au taux de progrès technique – qui a tendance à être élevé dans les marchés émergents. En effet, le rattrapage doit être considéré comme un processus

Graphique 4.5. **Convergence vers le pays de tête**

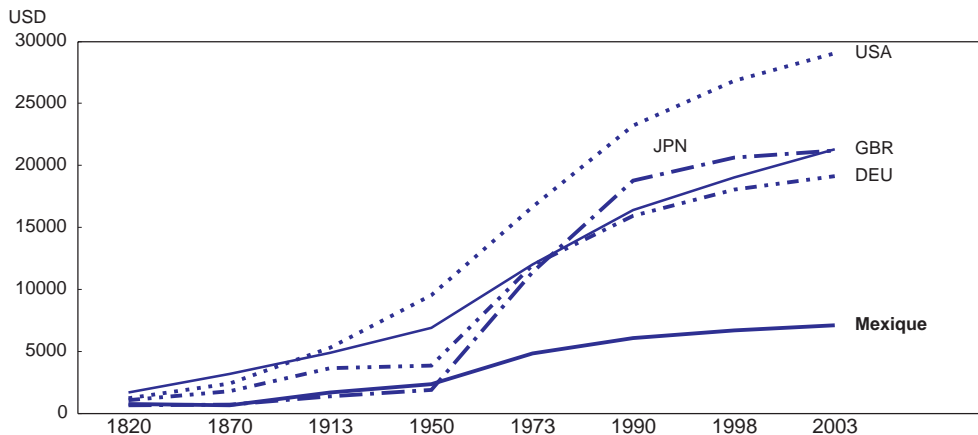
PIB par habitant,  
taux de croissance moyen, 1987-07



Source : OCDE, Comptes nationaux ; Banque mondiale (WDI), Fonds monétaire international (WEO) et Nations Unies (UNSD).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/684703536423>

Graphique 4.6. **PIB par habitant**  
USD PPA de 1990



Source : Angus Maddison (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/684703867804>

potentiel qui doit être activé par des politiques appropriées plutôt que comme un phénomène naturel. Les événements passés suggèrent que les performances économiques peuvent diverger pendant longtemps, ce qui souligne à quel point il est important de trouver la bonne combinaison de mesures permettant d'accélérer la croissance.

Pour mettre davantage en lumière l'importance des réformes destinées à dynamiser la croissance, on examinera la vitesse de convergence vers les niveaux de vie des États-Unis dans le cadre de différents scénarios de croissance (tableau 4.4). En cas de maintien de la vitesse de convergence observée ces deux dernières décennies, plusieurs marchés émergents de l'échantillon, dont le Mexique, s'éloigneraient des niveaux enregistrés aux États-Unis ou ne convergeraient vers ceux-ci que lentement. La situation s'améliore de manière significative pour le Mexique si l'on extrapole la tendance de la dernière décennie (qui a bénéficié des réformes macroéconomiques et des politiques régissant les échanges commerciaux) – le pays passe alors d'une situation de divergence à une situation de convergence, avec toutefois un processus de convergence très lent. Une réforme économique qui génère une croissance supplémentaire peut avoir des effets considérables. Une augmentation de 1 point du taux de croissance relative du Mexique sur les dernières décennies aurait fait passer le pays de la divergence à la convergence, à des taux beaucoup plus rapides que ceux que l'on peut extrapoler, y compris à partir de la période 1997-2007.

Tableau 4.4. **Années requises pour atteindre une convergence complète avec les États-Unis**

	PIB par habitant, PPA de 2005 (USD) ; (États-Unis = 100)			Années requises pour atteindre la convergence		
	1987	1997	2007	I	II	III
Russie	n.d.	22.73	31.33	-6 511	36	121
<b>Mexique</b>	<b>31.30</b>	<b>27.66</b>	<b>27.85</b>	<b>-219</b>	<b>1 848</b>	<b>321</b>
Brésil	25.29	21.80	21.09	-171	-470	2 029
Afrique du Sud	25.35	19.81	21.14	-171	239	2 008
Chine	3.11	5.82	11.74	32	31	28
Chili	20.10	27.14	30.97	54	89	38
Inde	3.72	4.22	6.01	117	80	84
Turquie	17.70	17.55	19.49	338	156	112
Moy. OCDE	70.38	70.13	70.68	1 640	442	35

I. – Années requises pour atteindre la convergence (vitesse de convergence de la période 87-07)

II. – Années requises pour atteindre la convergence (vitesse de convergence de la période 97-07)

III. – Années requises pour atteindre la convergence (vitesse de convergence de la période 87-07 augmentée de 1 %)

Note : Les chiffres négatifs indiquent un processus de divergence.

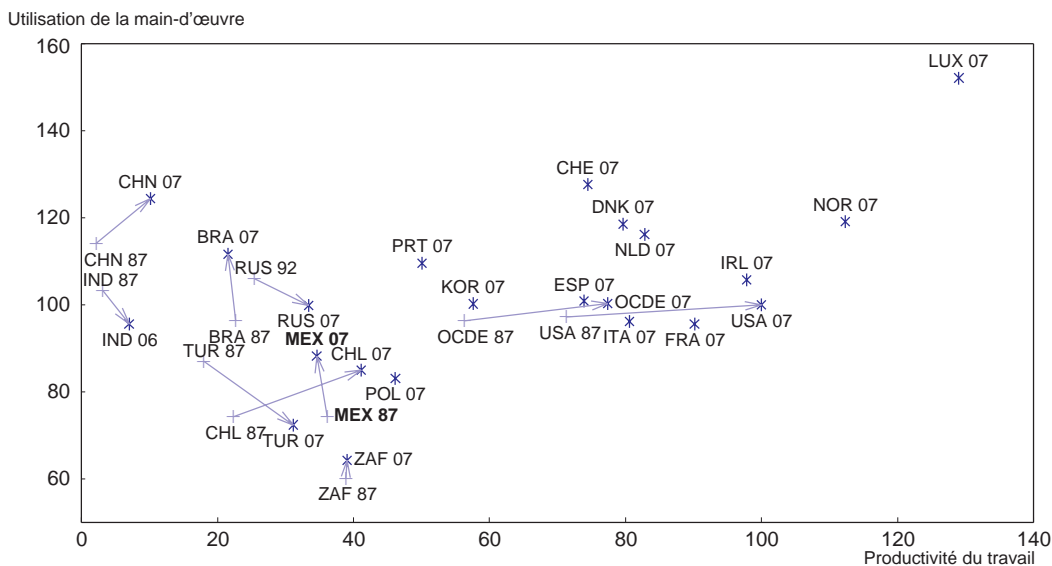
Source : Estimations OCDE. Si indisponibles : Banque mondiale (WDI), Fonds monétaire international (WEO) et Nations Unies (UNSD).

Au Mexique, la croissance a davantage reposé sur l'accumulation des facteurs de production que sur l'augmentation de la productivité. Ces vingt dernières années, le Mexique a enregistré une croissance « extensive » – c'est-à-dire fondée sur la croissance de l'utilisation de la main-d'œuvre et sur l'évolution de la structure démographique (graphique 4.7). À l'inverse, des pays plus performants, tels que le Chili, la Chine, l'Inde et la Turquie, affichent une croissance « intensive », qui repose davantage sur des taux élevés de croissance de la productivité du travail.

Ici aussi, décomposer la performance dans le temps révèle un scénario plus positif. La croissance mexicaine a été caractérisée par une augmentation de l'intensité technologique. Alors que la productivité du travail n'a cessé d'augmenter après la « crise de la tequila » de 1995, l'utilisation de la main-d'œuvre a évolué en sens inverse, de chaque période de cinq ans à la suivante (tableau 4.3).


## Graphique 4.7. PIB par habitant, différents profils de convergence

États-Unis 2007 = 100



Note : Ce graphique illustre la décomposition du PIB par habitant entre ses deux composantes principales que sont la productivité du travail et l'utilisation de la main-d'œuvre. Les pays situés dans le coin gauche supérieur combinent une utilisation de main-d'œuvre élevée et une productivité du travail faible. Toutes les contributions sont exprimées par rapport aux valeurs américaines de 1987. Le graphique illustre également les changements de position entre 1987 et 2007 pour les pays choisis (variations entre 1992 et 2007 pour la Russie), les États-Unis et la zone OCDE.

Source : OCDE, Comptes nationaux ; Banque mondiale, WDI ; Fonds monétaire international, WEO ; Nations Unies, UNSD.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/684727470505>

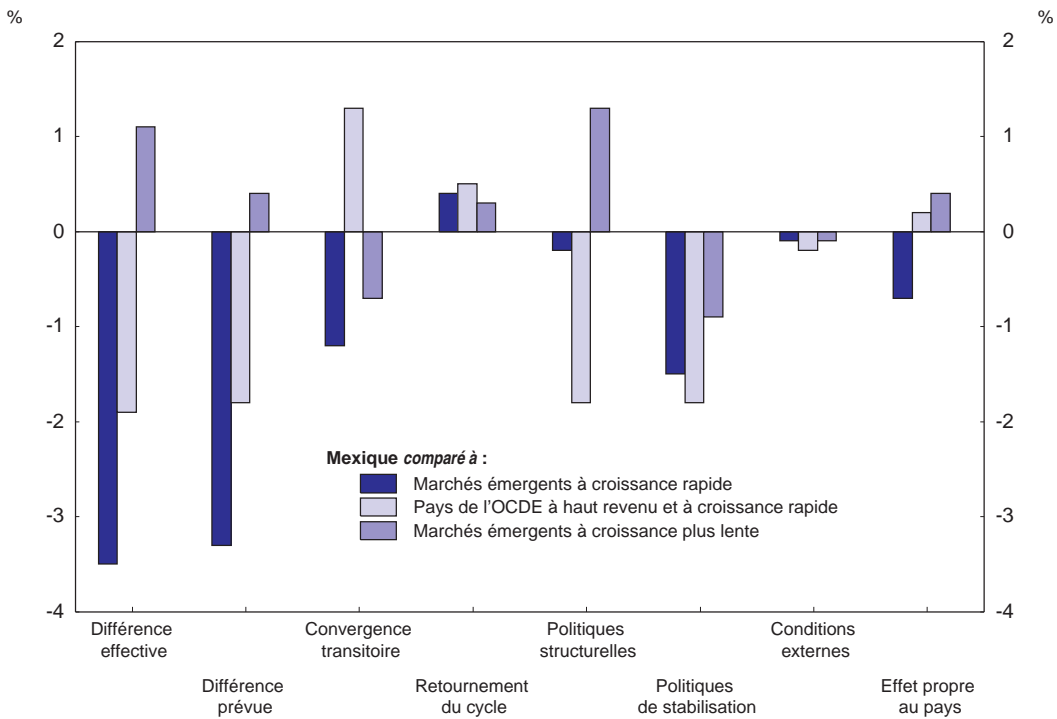
## Que disent les modèles au sujet des facteurs qui freinent le taux de croissance du Mexique ?

Les modèles transversaux de données de panel donnent à penser que la lenteur du rattrapage du Mexique vis-à-vis des pays de l'OCDE est historiquement imputable au manque de dynamisme des politiques macroéconomiques et structurelles. Les résultats de la croissance mexicaine sont analysés par rapport à l'échantillon avec plusieurs modèles transversaux de données de panel (annexe 4.A3)<sup>4</sup>. En ce qui concerne l'écart de revenu (convergence durant la phase de transition), ils indiquent que, toutes choses égales par ailleurs, la croissance du Mexique aurait dû être supérieure de 1.3 point par an à celle des pays de l'OCDE de 1981 à 1999. En réalité, elle a été inférieure de 1.9 point (graphique 4.8). L'effet positif de la convergence a été plus que compensé par des politiques de stabilisation macroéconomique et structurelles moins dynamiques dont on pense qu'elles ont grevé la croissance par habitant du Mexique de 1.8 point par rapport au groupe des pays de l'OCDE. Les effets nationaux spécifiques, les conditions externes et le point de retournement du cycle n'expliquent que pour une part mineure les différences sur l'ensemble de la période d'observation. Cela étant, le point de retournement du cycle a contribué davantage à doper la croissance mexicaine et à expliquer ses résultats relativement satisfaisants entre 1996 et 1999, après la « crise de la tequila ».


Entre 1981 et 1999, la différence de croissance avec les marchés émergents était principalement imputable à des effets de convergence durant la phase de transition et à des effets de stabilisation macroéconomique moins puissants. Le retard de croissance du Mexique par rapport aux autres marchés émergents est imputable pour 0.4 point à 1.5 point

Graphique 4.8. **Évolution de la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant**

1981-99



Source : Simulations de l'OCDE basées sur le modèle de Loayza, Fajnzylber et Calderón (2005).

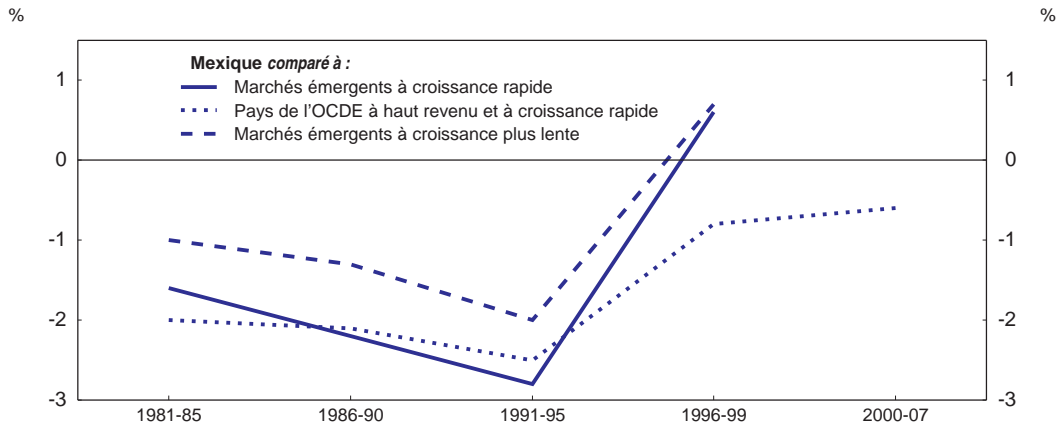
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/684741768107>

aux effets de convergence et pour 1.0 point environ aux effets de stabilisation. Lorsqu'on compare le Mexique aux marchés émergents à forte croissance, la principale différence avec le Chili, la Corée et la Malaisie réside dans le fait que ces pays étaient dotés de politiques structurelles plus dynamiques. La différence avec les pays à revenu plus faible de ce groupe (tels que l'Inde) tient à des effets de convergence plus puissants qu'au Mexique. Comparé aux marchés émergents à faible croissance, le Mexique semble avoir bénéficié d'un dispositif de politiques structurelles plus dynamique, mais les effets de convergence durant la phase de transition et les effets de stabilisation macroéconomique y ont été plus faibles.

La comparaison met en évidence l'importance des politiques structurelles et macroéconomiques pour l'évolution de la croissance économique. Les progrès enregistrés par le Mexique ces dernières années sont confirmés par les chiffres (graphique 4.9). La stabilisation macroéconomique a commencé à contribuer de manière positive à la croissance par rapport aux marchés émergents depuis le milieu des années 90, mais elle a aussi légèrement freiné le rattrapage par rapport aux pays de l'OCDE à forte croissance et à revenu élevé. Un élargissement des données à la période 2000-07 conforte cette idée<sup>5</sup>.

Le modèle suggère que l'intensification des progrès des réformes structurelles est essentielle pour une accélération de la croissance. La baisse de l'inflation et la prévention des crises financières ont contribué pour une part importante à l'accélération de la croissance, alors que la lenteur des progrès des réformes structurelles a eu un effet opposé. Par conséquent, pour que le Mexique enregistre une croissance plus rapide, c'est dans ce domaine que des progrès doivent être accomplis. La contribution des politiques

**Graphique 4.9. Contribution relative des politiques de stabilisation macroéconomique à la croissance du PIB par habitant**

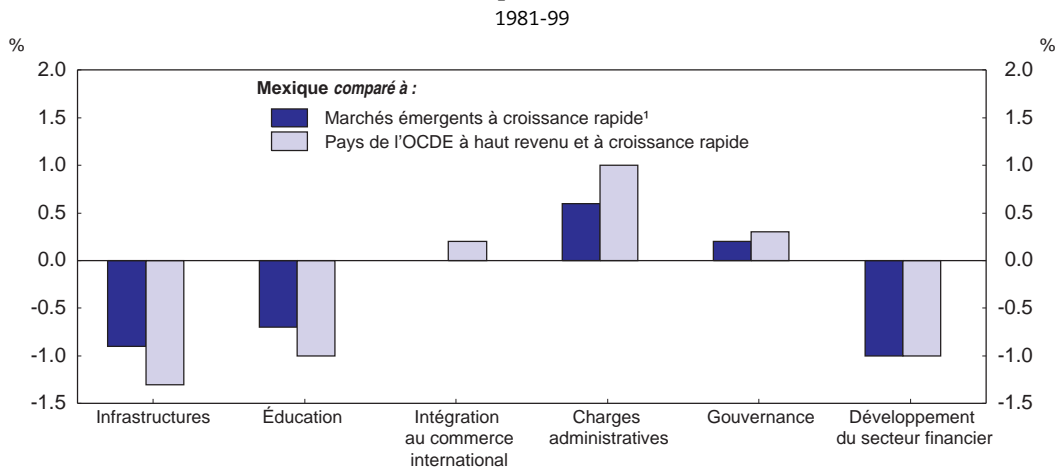


Source : Simulations de l'OCDE basées sur le modèle Loayza, Fajnzylber et Calderón (2005).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/684808860180>

structurelles à la croissance est plus importante dans les pays de l'OCDE à forte croissance et à revenu plus élevé et dans les marchés émergents à forte croissance qu'au Mexique. Lorsque l'on décompose davantage la contribution des politiques structurelles, on découvre que les principales faiblesses du Mexique se situent au niveau de l'éducation, des infrastructures et du développement du marché des capitaux, tant par rapport aux pays de l'OCDE à revenu élevé que par rapport aux économies émergentes à forte croissance (Chili, Corée et Malaisie). L'intégration commerciale, le gouvernement d'entreprise et la taille des administrations publiques sont moins importants (graphique 4.10) que dans le groupe des pays de l'OCDE. La faiblesse du développement du marché des capitaux, mesuré par le ratio du crédit intérieur au PIB, met en évidence un lien important entre la stabilité macroéconomique et les moteurs des politiques structurelles. La dernière crise financière

**Graphique 4.10. Contribution relative des politiques structurelles à la croissance du PIB par habitant**



1. Malaisie, Corée et Chili.

Source : Simulations de l'OCDE basées sur le modèle de Loayza, Fajnzylber et Calderón (2005).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/684823313605>

mexicaine a largement contribué à ces problèmes structurels, car il a fallu beaucoup de temps aux banques pour assainir leurs bilans.

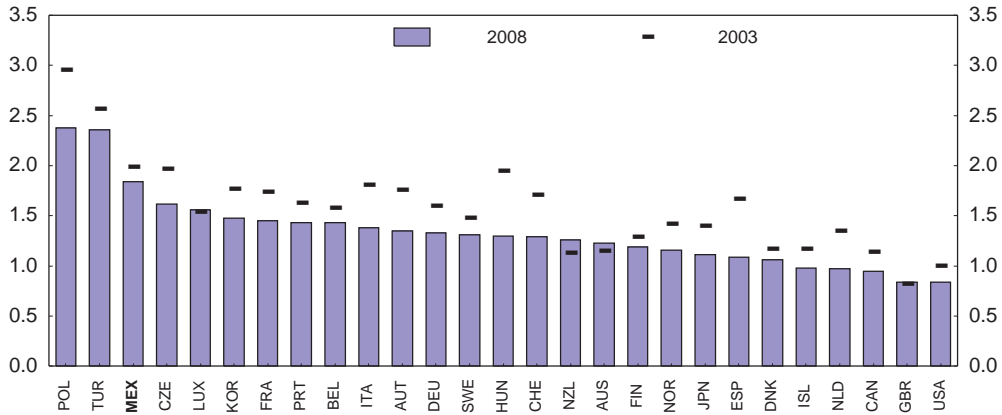
Des estimations fondées sur un modèle de croissance international de Sala-i-Martin (1997) entre 1960 et 1992 montrent que les conditions initiales et, de nouveau, le manque de dynamisme des politiques structurelles, expliquent largement la médiocrité des résultats de la croissance mexicaine. La faiblesse du niveau de capital humain du Mexique, mesuré par le taux de scolarisation dans le primaire en 1960, est le facteur qui contribue le plus à sa contre-performance. Par ailleurs, quatre variables majeures touchant à l'action des pouvoirs publics – le nombre d'années d'ouverture de l'économie, l'État de droit, la proportion de machines-outils et d'équipements dans les investissements et le contrôle étatique de l'économie – expliquent aussi pour une part importante la croissance plus faible du Mexique durant cette période. Bien que le modèle soit estimé pour une période qui s'est achevée il y a 15 ans, on peut utiliser les développements ultérieurs pour déterminer si les variables sont toujours pertinentes et si l'action actuelle des pouvoirs publics contribue à régler les problèmes.

Les estimations à partir d'un autre modèle de Sala-i-Martin, Doppelhoffer et Miller (2004) soulignent aussi l'importance des conditions initiales, notamment en cas d'écart de convergence significatif. Ce modèle utilise une technique de calcul de la moyenne pour détecter parmi les nombreuses variables potentielles celles qui expliquent le mieux la croissance. Il en ressort que les conditions initiales ont été importantes au Mexique, en particulier par rapport aux pays de l'OCDE affichant une croissance plus rapide avec lesquels le Mexique accusait un écart de convergence significatif. En même temps, cela pénalisait le pays par rapport aux dix marchés enregistrant la plus forte croissance dans la mesure où ils étaient généralement plus pauvres que le Mexique en 1960. La faiblesse du résultat est expliquée par la taille relativement modeste du stock de capital humain du Mexique en 1960 par rapport à ces deux groupes. De plus, le capital humain mesuré par l'espérance de vie explique la croissance plus faible par rapport aux pays de l'OCDE à croissance rapide. Sur les 21 variables choisies, seule une variable liée à l'action des pouvoirs publics – l'ouverture (mesurée comme le nombre d'années d'ouverture de l'économie de 1950 à 1994) – explique clairement les mauvaises performances du Mexique par rapport aux pays à plus forte croissance sur la période 1960-96. Des simulations réalisées avec les deux modèles mentionnés plus haut identifient la convergence comme le facteur le plus important qui devrait contribuer à une accélération de la croissance du Mexique par rapport aux pays de l'OCDE. Cela semble évident étant donné l'ampleur de l'écart de revenu.

Des études des facteurs de croissance au Mexique et dans les pays retenus à des fins de comparaison montrent aussi que des faiblesses structurelles comme le manque de concurrence sont des déterminants importants de la médiocrité des résultats de la croissance. Phillips, Mehrez et Moissinac (2006) ont comparé le Mexique à des pays à forte croissance et découvert des faiblesses relatives au niveau de l'accumulation de capital physique et des facteurs structurels – notamment le développement du secteur financier, les infrastructures, l'État de droit (y compris l'application des contrats), les niveaux d'instruction et la concurrence. Ces observations sont conformes aux conclusions d'autres études plus générales sur la croissance. Une analyse élargie de régression de la croissance sur données de panel dans les pays de l'OCDE a également désigné l'environnement macroéconomique, l'ouverture aux échanges et le développement des marchés financiers comme étant particulièrement importants pour expliquer les écarts de croissance (Bassanini, Scarpetta, Hemmings, 2001).


L'un des principaux facteurs expliquant la lenteur de la convergence du Mexique est lié au caractère restrictif de la réglementation des marchés de produits (RMP), ce qui a tendance à mettre en évidence de nombreuses faiblesses structurelles. Le Mexique a l'une des RMP les plus restrictives de la zone OCDE (graphique 4.11). Les RMP réduisent la

Graphique 4.11. **Réglementation des marchés de produits**<sup>1</sup>



1. Indicateur global, échelle de 0 à 6, de la moins forte restriction de la concurrence à la plus forte.

Source : OCDE, Base de données de la réglementation des marchés de produits.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685025475866>

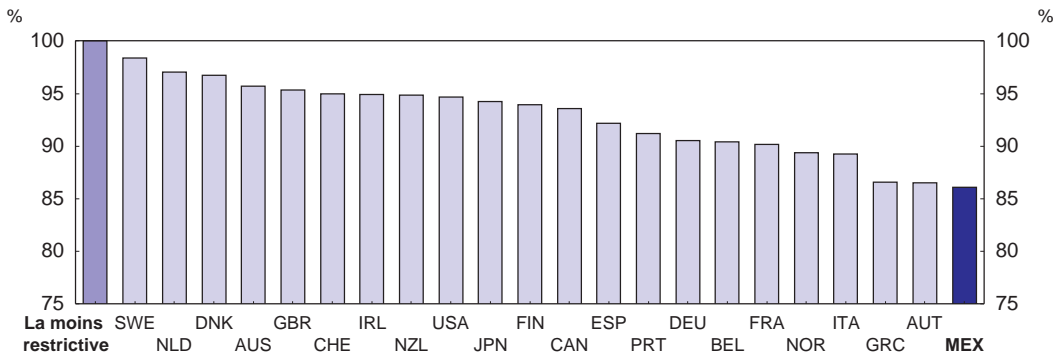
concurrence qui pourrait inciter les entreprises à améliorer leur productivité en adoptant de nouvelles technologies et de nouveaux procédés. La réglementation peut aussi avoir des répercussions sur des secteurs non réglementés de l'économie qui utilisent les biens produits par des secteurs réglementés comme biens de production intermédiaires. Par exemple, une réglementation excessive du secteur de l'électricité aura des répercussions sur d'autres secteurs, tels que le secteur manufacturier, dans lesquels l'électricité est un facteur de production important. En utilisant un modèle sectoriel de croissance de la productivité du travail, Conway, De Rosa et al. (2006) ont constaté que si la réglementation – mesurée par les indicateurs d'impact de la réglementation – ne réduit pas directement la croissance, elle empêche la convergence vers la frontière technologique mondiale<sup>6</sup>. C'est là un aspect particulièrement préoccupant pour le Mexique dans la mesure où le processus de convergence devrait doper la croissance mexicaine par rapport aux pays de l'OCDE à revenu élevé.

Pour quantifier les répercussions de la RMP sur l'économie, on a calculé les indicateurs OCDE de l'impact de la réglementation au Mexique afin de les comparer à ceux précédemment compilés pour 21 autres pays de l'OCDE (Conway et Nicoletti, 2006)<sup>7</sup>. L'impact de la RMP au Mexique se situe au-dessus de la médiane OCDE dans tous les secteurs, sauf l'immobilier et les services aux entreprises. L'impact négatif le plus important concerne les industries de réseau (électricité, gaz et eau), où l'effet restrictif de la RMP au Mexique est quatre fois supérieur à la médiane OCDE.

Les simulations de frontière obtenues à partir du modèle confirment que des réglementations anticoncurrentielles peu prononcées ont un large impact négatif sur la convergence au Mexique. Une simulation de Conway et De Rosa pour 21 autres pays de l'OCDE est relancée de façon à inclure le Mexique<sup>8</sup>. Le modèle simule le passage d'un état stationnaire dans lequel le niveau de productivité est le même dans tous les secteurs et


pays à un état dans lequel une évolution positive exceptionnelle de la frontière de la productivité mondiale de même ampleur est imposée dans tous les secteurs. Le choc se traduit initialement par le même écart de productivité dans tous les pays et secteurs, mais la vitesse de convergence ultérieure vers la frontière dépend du caractère plus ou moins restrictif des réglementations anticoncurrentielles dans chaque secteur parmi les pays (graphique 4.12). La convergence du Mexique est la plus lente de l'échantillon.

Graphique 4.12. **Effet de la réglementation sur la diffusion d'un choc positif du côté de l'offre<sup>1,2</sup>**



1. Augmentation du niveau de la productivité globale du travail 5 ans après un choc positif du côté de l'offre sur la frontière technologique mondiale d'ampleur égale dans tous les secteurs. Les données sont exprimées sous forme de pourcentage de la réaction qui se produirait dans un pays ayant la réglementation la moins restrictive.
2. La productivité est tirée de la moyenne pondérée en fonction de la valeur ajoutée des productivités au niveau sectoriel.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur les estimations du modèle de Conway, De Rosa et al. (2006).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685027478214>

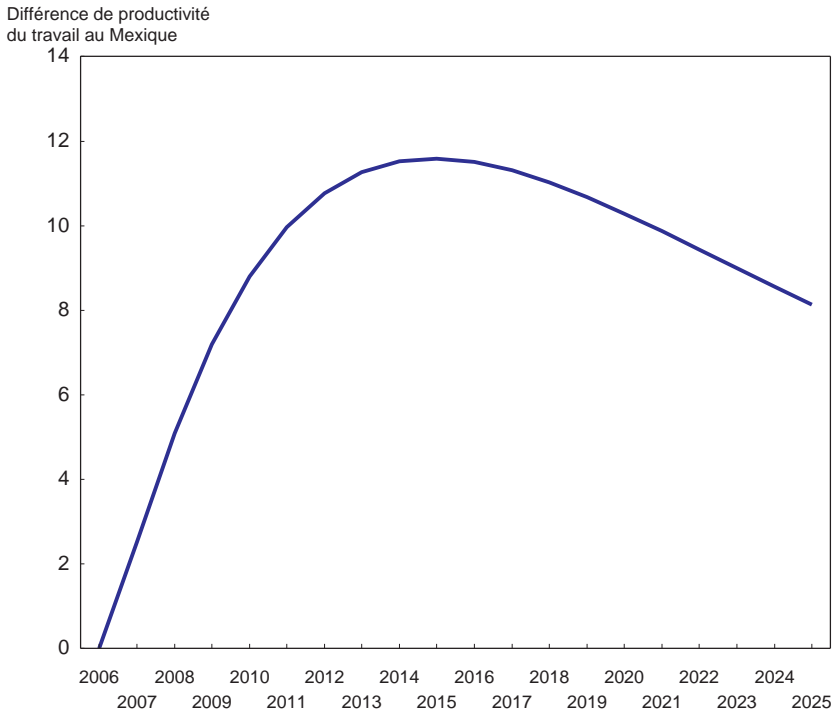
Une autre simulation comparant les États-Unis et le Mexique révèle aussi que la productivité mexicaine serait supérieure avec un niveau de RMP plus faible. Le modèle compare les écarts réels de productivité sectorielle du travail entre les États-Unis et le Mexique en 2005 en prenant pour hypothèse que la productivité du travail américaine est restée constante aux niveaux de 2005. La simulation est basée sur deux scénarios – le Mexique conserve le niveau de RMP qui prévalait en 2003, et il évolue vers les RMP les moins restrictives existantes dans l'OCDE dans tous les secteurs en 2005. Cela montre qu'au bout de dix ans, le niveau de productivité du travail du Mexique serait supérieur d'environ 12 % si le pays réformait sa réglementation. Même après 20 ans de rattrapage, il aurait toujours un niveau de productivité du travail supérieur de 8 % à ce qu'il serait s'il conservait les niveaux de RMP de 2003 (graphique 4.13).

## Que faire maintenant ? Priorités pour stimuler la croissance


Pour stimuler la croissance du Mexique, faible mais en voie d'amélioration, l'analyse ci-dessus met l'accent sur les facteurs macroéconomiques et structurels. La stabilité macroéconomique du Mexique s'est renforcée ces dernières années, ce qui explique partiellement les améliorations de ses performances en termes de croissance pendant cette décennie (voir chapitre 1). Toutefois, les réformes structurelles visant à dynamiser la productivité semblent avoir été plus lentes et la liste des réformes nécessaires est longue. Les récentes réductions substantielles des droits à l'importation devraient aider l'économie à profiter plus pleinement de l'intégration des échanges et des investissements, ce qui

### Graphique 4.13. Simulation de la convergence de la productivité du travail du Mexique vers celle des États-Unis

Convergence avec la RMP la moins restrictive – convergence avec la RMP du Mexique de 2003



Source : Calculs de l'OCDE basés sur les estimations du modèle de Conway, De Rosa et al. (2006).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685046636823>

pourrait constituer un atout relatif pour le Mexique compte tenu de sa situation géographique. Les réformes lancées ces deux dernières années, notamment celles qui visent à promouvoir la concurrence et la transparence dans le secteur financier et, à un degré moindre, dans les télécommunications, stimuleront également le dynamisme de l'économie. En dépit de ces progrès, de nouvelles réformes s'imposent pour favoriser la productivité globale et sectorielle. Selon diverses études, les faiblesses relatives dans l'éducation (chapitre 3), les infrastructures, le développement du marché des capitaux, l'État de droit, ainsi qu'un manque de concurrence lié à une réglementation des marchés de produits trop restrictive et à un contrôle excessif des pouvoirs publics, permettent d'expliquer pourquoi la croissance du Mexique n'a pas été aussi rapide que celle d'autres pays. Les politiques de la science, de la technologie et de l'innovation peuvent aussi se révéler importantes au fil du temps, comme l'a noté l'*Examen des politiques d'innovation* au Mexique établi par l'OCDE<sup>9</sup>.

Pour l'avenir, il est important d'identifier les réformes les plus susceptibles de dynamiser la croissance tout en tenant compte des efforts déjà engagés actuellement. Certaines estimations tirées des modèles couvrent des périodes pendant lesquelles de nombreuses réformes n'avaient pas encore été mises en place au Mexique et peuvent de ce fait donner une image faussée des priorités actuelles. Les conditions et les orientations changent et les problèmes qui ont freiné la croissance dans le passé ne sont pas toujours pertinents pour ce qui concerne l'expansion future de l'économie. De plus, les facteurs identifiés dans les simulations mentionnées précédemment pour entraver la croissance

mexicaine ne sont pas exhaustifs mais désignent plutôt certaines faiblesses relatives évidentes par rapport aux pays à croissance rapide. Il existe un certain nombre d'autres politiques et facteurs susceptibles d'influer sur la croissance et qui devront être abordés si l'on veut que le Mexique affiche une croissance plus soutenue. Il s'agit, par exemple, de la sécurité, de l'inégalité des revenus (encadré 4.2), des réglementations restrictives de l'emploi et des politiques d'innovation<sup>10</sup>. Cette section examine les évolutions, pendant et après les périodes d'observation des modèles, en vue d'identifier les variables qui demeurent d'actualité et de favoriser ainsi l'augmentation des revenus au Mexique. Elle recense aussi les politiques publiques actuelles qui ont contribué à renforcer la croissance mexicaine et les domaines où des mesures doivent encore être prises.

Outre leurs effets positifs sur la croissance à long terme, les réformes structurelles susceptibles d'être mises en œuvre rapidement peuvent aussi avoir des effets porteurs à court terme qui aident les pays à sortir de la crise financière. Les réformes qui contribuent à soutenir la demande ou à améliorer la productivité et la compétitivité pour mieux tirer parti de la reprise sont particulièrement importantes et peuvent être doublement bénéfiques. Les premières portent sur les dépenses affectées aux politiques du marché du travail, pour renforcer, par exemple, la formation et l'éducation, et abaisser les barrières à l'entrée pour les entreprises (voir chapitre 1). Ces réformes peuvent dynamiser la demande en transférant des revenus aux ménages plus pauvres ou améliorer les perspectives d'emploi et la croissance en renforçant la productivité future (OCDE, 2009a).

### **Stabilité macroéconomique**

Des politiques macroéconomiques globalement judicieuses contribuent à soutenir les performances en termes de croissance et devraient continuer de le faire. La gestion macroéconomique de l'économie s'est nettement améliorée depuis la « crise de la tequila » de 1995, comme en atteste la baisse de l'inflation, le niveau réduit du déficit des paiements courants et du déficit budgétaire, la faiblesse de la dette publique et de la dette extérieure, et le niveau confortable des réserves de change (chapitre 1). L'engagement du Mexique en faveur de la stabilité macroéconomique, avec notamment une banque centrale indépendante se fixant un objectif d'inflation et une politique budgétaire prudente, constitue un ingrédient essentiel de cette amélioration des performances et doit être maintenu.

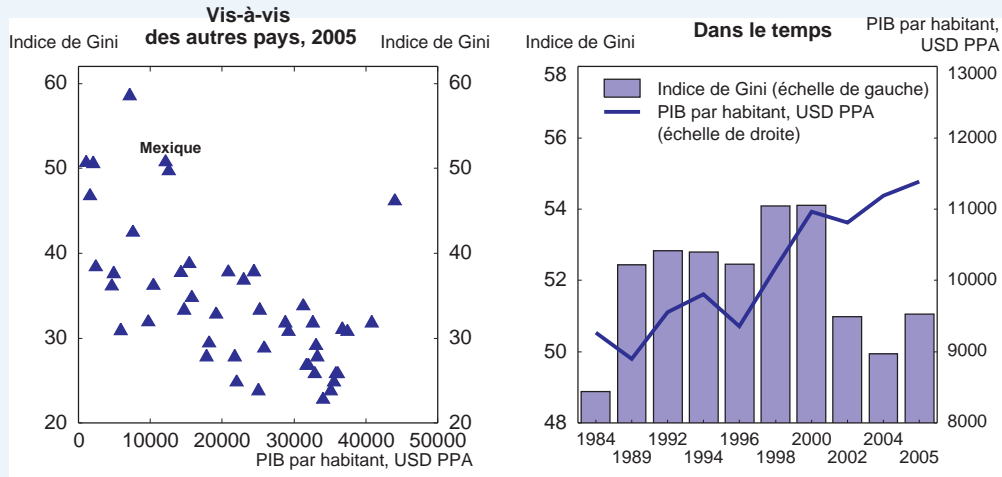
### **Ouverture et intégration des échanges et des investissements**

Le manque d'intégration commerciale a cessé d'être un obstacle majeur à la croissance. L'intégration commerciale était un problème pour la croissance avant le début des années 90, mais les épisodes ultérieurs de libéralisation (OMC, 1986, ALENA, 1994, mesures unilatérales) ont considérablement augmenté la part des échanges commerciaux dans le PIB – laquelle est passée de 39 % en 1990 à 67 % en 2008. Les simulations du modèle de Loayza *et al.* révèlent que le manque d'intégration commerciale n'est plus une faiblesse relative par rapport aux pays retenus à titre de comparaison. De plus, l'ouverture a aidé le Mexique à enregistrer une reprise rapide après la crise de 1995 en favorisant une croissance soutenue des exportations (Cerra et Saxena, 2005 ; Tornell, Westermann et Martinez, 2004)<sup>11</sup>.

La poursuite des progrès vers une libéralisation accrue pourrait faire de l'intégration des échanges et des investissements un meilleur atout pour la croissance et faciliter une sortie rapide de la crise. Très soutenue à la fin des années 90, la croissance des exportations a récemment faibli. De même, les IDE, qui s'étaient situés à un niveau proche de la

### Encadré 4.2. Croissance et inégalité – leçons pour le Mexique tirées de la documentation actuelle

Graphique 4.14. L'inégalité au Mexique : vis-à-vis des autres pays et dans le temps



Source : Base de données WIDER des Nations Unies sur l'inégalité des revenus ; Base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685058425468>

Certes, l'interprétation des liens entre croissance et inégalité a évolué au fil du temps, mais il ne semble pas y avoir de rapport de causalité clair entre l'une et l'autre. Kuznets a pris pour hypothèse dans les années 50 que dans les phases initiales de développement l'inégalité des revenus s'accroît alors que l'économie passe du stade agricole à au stade industriel. Lorsque l'économie gagne en maturité et que le secteur industriel se développe, l'inégalité des revenus diminue. Des théories plus récentes suggèrent que la croissance dynamisée par des évolutions techniques valorisant les qualifications peut renforcer l'inégalité des revenus car les salaires des travailleurs les moins qualifiés diminuent alors en termes relatifs. Toutefois, l'opinion majoritaire est qu'il n'existe pas de lien causal robuste entre croissance et inégalité (Easterly, 1999 ; Dollar et Kraay, 2002).

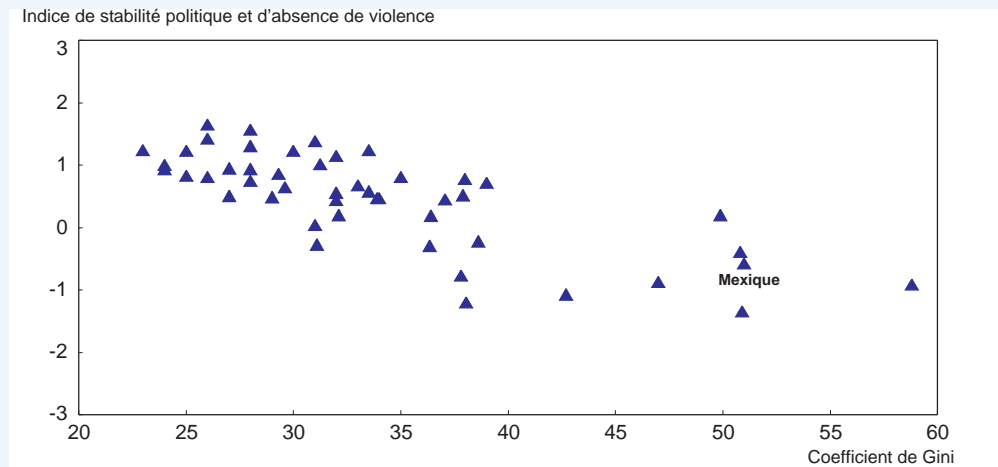
Un autre courant d'étude s'est intéressé au lien entre l'inégalité et la croissance, mais sans démontrer quoi que ce soit de concluant. L'inégalité pourrait promouvoir la croissance par le biais de l'accumulation de capital physique car les personnes riches ont des taux d'épargne plus élevés, et l'indivisibilité du facteur capital requiert des investissements privés à grande échelle et tend à améliorer les structures incitatives. À l'inverse, l'inégalité est préjudiciable pour la croissance si elle réduit l'accumulation de capital humain du fait de contraintes de crédit, et si elle accroît la demande de redistribution par le biais des impôts, ainsi que les troubles sociopolitiques. Toutefois, les éléments économétriques sur ces liens ne sont pas concluants. Certains constatent que l'inégalité initiale a un effet négatif sur la croissance ultérieure (Alesina et Rodrik, 1994 ; Perotti, 1996) dans des régressions internationales groupées, mais l'effet devient insignifiant ou positif lorsque l'on prend en compte l'hétérogénéité internationale non observée (Barro, 2000 ; Forbes, 2000).

Deux des canaux mis en évidence par les études sur la relation entre l'inégalité et la croissance sont particulièrement pertinents pour le Mexique. Les publications sur le lien manquant entre la croissance et l'inégalité impliquent que la croissance du revenu par

### Encadré 4.2. Croissance et inégalité – leçons pour le Mexique tirées de la documentation actuelle (suite)

habitant peut ne pas suffire à elle seule pour réduire l'inégalité des revenus au Mexique. Alors que les données internationales suggèrent qu'il ne suffirait pas de réduire l'inégalité des revenus pour dynamiser la croissance à long terme au Mexique, l'inégalité peut affecter la croissance mexicaine en réduisant l'accumulation de capital humain par suite de résultats scolaires médiocres (Galor et Zeira, 1993) et en augmentant l'instabilité sociopolitique (Alesina et Perotti, 1996).

Graphique 4.15. Inégalité des revenus et stabilité politique



Source : Base de données WIDER des Nations Unies sur l'inégalité des revenus ; Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685062558650>

En conséquence, la croissance mexicaine pourrait bénéficier de mesures spécifiques visant à réduire l'inégalité. Réduire l'inégalité par le biais de transferts directs de revenus peut s'avérer impossible du fait de la faiblesse de l'assiette fiscale, mais les pouvoirs publics peuvent prendre d'autres mesures ciblées. Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire pour les familles pauvres peut faire en sorte que l'inégalité n'empêche pas les personnes à faible revenu d'accumuler du capital humain. Cela peut se faire en élargissant le *Programme Oportunidades* d'aides financières directes aux parents en contrepartie de la scolarisation de leurs enfants et en facilitant la transition de l'école au monde du travail. Ces efforts aideraient aussi à réduire l'instabilité et la violence sociopolitiques dans le long terme.

moyenne OCDE (exprimés en pourcentage du PIB), sont orientés à la baisse et s'établissent au-dessous des niveaux constatés dans d'autres pays de l'OCDE en phase de rattrapage. Ils se concentrent dans les secteurs manufacturier et financier où les obstacles à l'investissement sont moins élevés. Fin 2008, la politique commerciale du Mexique était plus restrictive (au regard des barrières tarifaires et non tarifaires combinées) que dans les pays de l'OCDE en moyenne et dans les autres économies de marché émergentes (Haugh, Rocha et Jamin, 2008). Les réductions substantielles de droits de douane annoncées en décembre 2008 sont un pas dans la bonne direction. Les obstacles à l'investissement, notamment à l'IDE, demeurent plus élevés que dans la plupart des pays de l'OCDE et d'Amérique latine (OCDE, 2009). Une ouverture accrue des secteurs à l'investissement privé et à l'IDE contribuerait à stimuler la productivité. Tel serait le cas en particulier dans les

secteurs des services et des infrastructures, y compris l'énergie, les transports et les télécommunications, qui fournissent des facteurs de production à l'ensemble de l'économie. De nouvelles réformes destinées à dynamiser l'intégration en matière de commerce et d'investissement pourraient faire de l'ouverture un plus grand atout relatif pour la croissance mexicaine, améliorer la capacité du pays à tirer profit de la reprise lorsqu'elle interviendra et même l'aider à compenser d'autres faiblesses auxquelles il est plus difficile de porter remède.

Compte tenu de ses atouts, notamment de sa situation géographique, les gains que le Mexique pourrait tirer d'une plus grande libéralisation du commerce et de l'investissement sont importants. Des estimations réalisées sur un échantillon de pays de l'OCDE révèlent qu'une augmentation de 10 points de PIB de l'intégration commerciale (indicateur combiné de l'intensité d'exportations et de la pénétration des importations) se traduirait par un accroissement de 4 % de la production par personne d'âge actif (OCDE, 2003). Selon ces mêmes estimations, ramener les restrictions imposées aux IDE au niveau de celles du pays le moins restrictif de l'OCDE augmenterait de 50 % le stock d'IDE au Mexique (Nicoletti et al., 2003), avec des conséquences positives sur la croissance par le biais d'un transfert de technologie, d'une concurrence accrue et de l'innovation.

### **Développement du marché des capitaux**

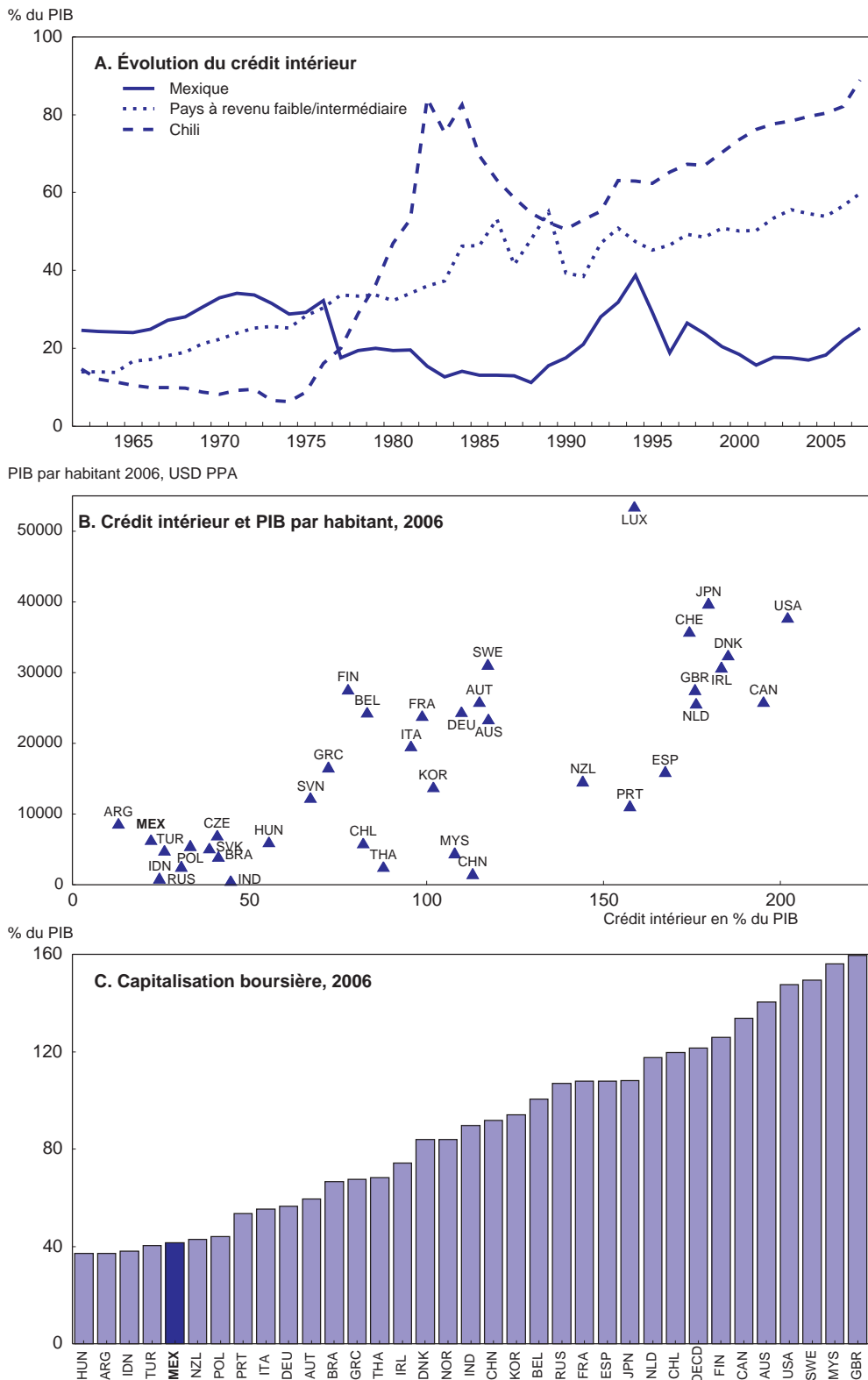
Renforcer le développement limité du secteur financier du Mexique devrait aussi soutenir la croissance. Malgré les progrès accomplis, le secteur financier mexicain demeure sous-développé par rapport à celui de ses pairs des marchés émergents. À 20 % environ du PIB, le crédit intérieur au secteur privé y est faible comparé à des pays ayant des niveaux de revenu similaires. Au Chili et en Chine, par exemple, il se situe près de 80 % (graphique 4.16b). Si l'on ajoute les crédits contractés directement à l'étranger, le ratio n'atteint que 25 % du PIB. De même, la capitalisation boursière est passée de 32 % du PIB en 1996 à 42 % en 2006, mais elle reste très inférieure au taux moyen des pays de l'OCDE (121 %) et aux niveaux constatés dans d'autres marchés émergents à forte croissance, tels que le Chili, la Chine, l'Inde et la Corée (graphique 4.16c).

En s'appuyant sur les réformes récentes, le Mexique peut promouvoir davantage le développement de son secteur financier (FMI, 2007). Le Mexique a mis en place des réformes pour améliorer la réglementation du secteur financier au début de la décennie et la croissance du crédit, notamment aux ménages, s'est accélérée jusqu'à la récente tourmente financière. Étant donné l'écart significatif de profondeur du secteur financier entre le Mexique et les pays ayant une croissance plus rapide, le Mexique devrait intensifier les réformes dans ce domaine, y compris celles liées à l'État de droit (voir ci-dessous). Parallèlement, il est important que l'accroissement éventuel de la profondeur du secteur financier soit durable et que les pouvoirs publics maintiennent une certaine rigueur budgétaire, car dans le passé l'endettement du secteur public a évincé le crédit au secteur privé.

### **L'État de droit et l'exécution des contrats de crédit**

L'État de droit reste le plus important problème lié à la croissance non résolu au Mexique selon le modèle de Sala-i-Martin de 1997. Une comparaison entre l'État de droit au Mexique et l'État de droit moyen dans les 10 pays du modèle ayant une croissance plus rapide révèle que la situation au Mexique s'est détériorée de 1996 à 2007, en termes absolus mais aussi relatifs. La possibilité de faire exécuter des contrats, composante de l'État de

Graphique 4.16. **Crédit intérieur au secteur privé et capitalisation boursière**



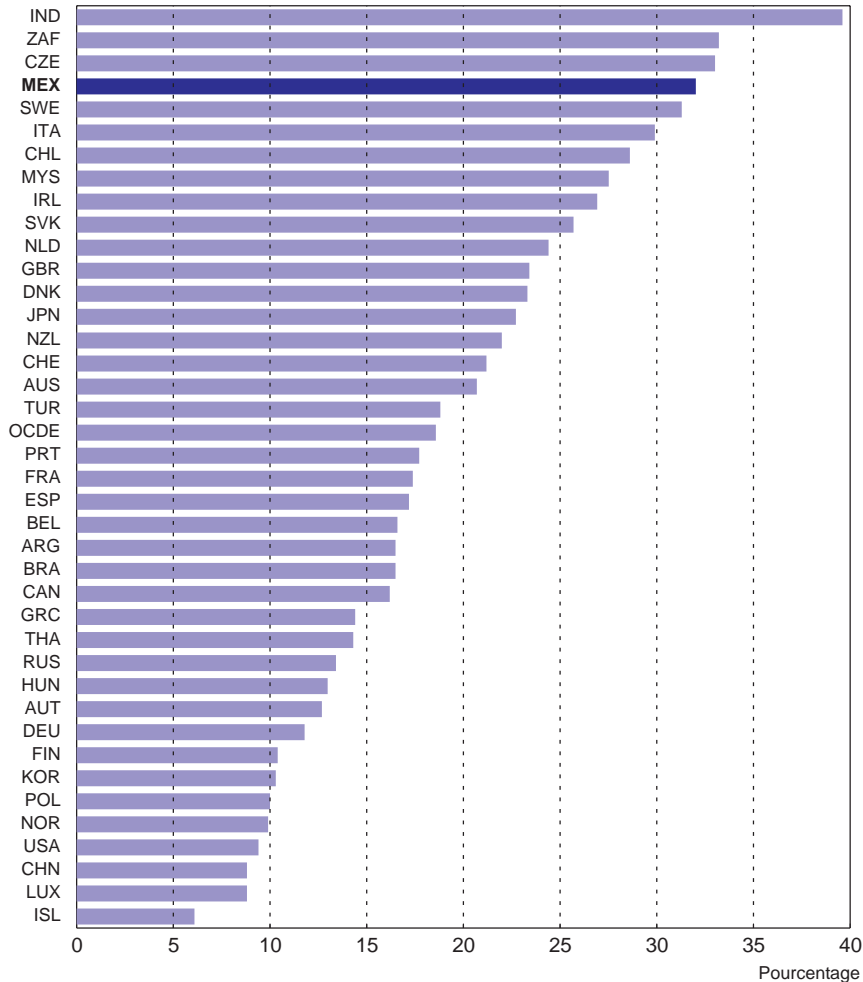
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/685073052031>


droit qui est importante pour les entreprises et le secteur financier en particulier, est faible. En témoignent par exemple des coûts de recouvrement des créances beaucoup plus élevés que les coûts moyens dans la zone OCDE et dans de nombreux autres marchés émergents, notamment l'Argentine, le Brésil, le Chili et la Chine en 2007 (graphique 4.17). Ce facteur

Graphique 4.17. **Coûts d'exécution des contrats, 2007**

En pourcentage du montant total de la dette



Source : Banque mondiale, *Cost of Doing Business*, 2008.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685084181026>

peut aussi avoir contribué à la faiblesse du développement du secteur financier. Des estimations récentes des pouvoirs publics montrent aussi que les problèmes de sécurité grèvent la croissance annuelle d'environ un point de pourcentage. À cet égard, on a démontré que le renforcement de la sécurité en Colombie a eu des effets substantiels sur la croissance.

### **Éducation et capital humain**

Améliorer le capital humain grâce à de nouvelles réformes du système d'enseignement demeure une autre priorité pour la croissance, avec comme répercussions

positives un soutien de la demande pendant la crise (chapitre 3). Les simulations du modèle ont révélé que la faiblesse relative du capital humain explique pour une bonne part la lenteur de la croissance mexicaine par rapport aux pays à forte croissance. En effet, le capital humain dans la population en âge de travailler (mesuré par le nombre moyen d'années de scolarité) est le plus faible parmi les pays de l'OCDE et d'autres marchés émergents, et ce, en dépit du fait que les dépenses du Mexique pour l'éducation (en pourcentage du PIB) sont supérieures à la moyenne OCDE. De plus, le système éducatif n'a pas produit les fortes augmentations intergénérationnelles des niveaux d'instruction observées dans des économies ayant une croissance plus rapide, telles que la Grèce ou la Corée (Guichard, 2005 ; OCDE, 2007). Élargir la couverture de l'enseignement aiderait aussi à soutenir la demande et à réduire le chômage des jeunes pendant la crise. Environ deux tiers seulement du groupe d'âge concerné sont scolarisés dans le secondaire.

Les réformes récentes engagées pour accroître la qualité de l'enseignement devraient être complétées par une amélioration de l'accès aux études supérieures. Le Mexique a instauré des réformes innovantes dans le secteur de l'éducation par le biais du programme *Oportunidades* qui prévoit des interventions ciblées pour améliorer l'accès à la scolarisation de personnes à faible revenu. Il est possible que cela ait contribué à l'augmentation des taux de scolarisation dans le secondaire de 1996 à 2005, après la stagnation constatée de 1981 à 1995. Cette croissance est similaire à celle observée dans d'autres marchés émergents à forte croissance. Toutefois, en ce qui concerne la qualité de l'enseignement, le Mexique reste à la traîne des autres pays de l'OCDE et des pays émergents (selon les scores de l'indicateur PISA). Des économies de marché à croissance plus rapide, tels que le Chili, la Chine, la Pologne et la Turquie, obtiennent de meilleurs résultats par rapport à leur niveau de revenu que le Brésil et le Mexique (graphique 3.1). Améliorer les niveaux d'instruction et en particulier la qualité des résultats de l'enseignement devrait rester une priorité si le Mexique souhaite augmenter encore son taux de croissance.

### **Réglementation et concurrence**

La convergence et la reprise seraient également dynamisées par un renforcement de la concurrence résultant d'une réduction des réglementations des marchés de produits. Outre qu'il restreint directement la concurrence, le cadre réglementaire ne facilite pas l'arrivée de nouveaux entrants. Par exemple, il n'offre pas à des tiers un accès approprié et non discriminatoire aux réseaux dans des secteurs tels que les télécommunications et les chemins de fer (OCDE, 2007). Il en résulte une économie marquée par des niveaux élevés de concentration et une concurrence inefficace dans de nombreux secteurs. Conjugué aux politiques restrictives régissant le commerce international et les investissements, ce facteur réduit la capacité et la motivation pour innover et adopter de nouvelles technologies et pratiques de l'étranger qui sont importantes pour améliorer la croissance de la productivité et favoriser une reprise rapide. C'est le cas en particulier du secteur des télécommunications. La déréglementation a compté parmi les facteurs les plus importants de l'avantage de croissance des États-Unis, d'autres pays anglophones et de petits États membres de l'UE au cours des deux décennies écoulées (Nicoletti et Scarpetta, 2005). Cela n'est cependant peut-être pas suffisant pour générer de la concurrence, en particulier dans les secteurs de réseau, tels que les télécommunications, ce qui souligne l'importance d'un cadre réglementaire qui facilite l'arrivée d'entrants et les nouvelles acquisitions.

La décision du Mexique de mettre en oeuvre un projet de renforcement de la concurrence représente une étape importante vers la réalisation de niveaux plus élevés

d'investissement, d'emploi et de croissance. Ce processus consiste à identifier et modifier les réglementations et les politiques qui restreignent inutilement la concurrence, et à évaluer les difficultés réglementaires et juridiques auxquelles se heurtent les entreprises, en utilisant le *Manuel de l'OCDE pour l'évaluation de la concurrence* (encadré 4.3). Le grand

#### Encadré 4.3. **Atténuer les restrictions indues de la concurrence grâce au Manuel pour l'évaluation de la concurrence**

En juillet 2007, le gouvernement mexicain, représenté par le ministère de l'Économie, a signé avec l'OCDE un protocole d'accord visant à accroître la compétitivité du Mexique, fondé sur deux piliers : renforcement de la concurrence et amélioration du cadre juridique. Pour chacun de ces piliers ont été mis en place des groupes d'action techniques et très expérimentés chargés de réaliser les processus. Le pilier concurrence est coordonné par la Commission fédérale de la concurrence (COFECO), et l'autre groupe par le ministère de l'Économie. Le processus de développement de la concurrence est réalisé à l'aide du *Manuel de l'OCDE pour l'évaluation de la concurrence* (OCDE, 2007b). Ce manuel contient une liste de contrôle qui permet de repérer l'existence d'un problème potentiel de concurrence qui nécessite d'être plus profondément étudié (parallèlement aux contrôles régulièrement effectués par l'Autorité de la concurrence). La liste de contrôle identifie des problèmes potentiels si la politique, la loi ou le règlement risque :

- | de limiter le nombre ou l'éventail de fournisseurs avec, par exemple, l'établissement d'un processus imposant d'obtenir une licence pour pouvoir exercer son activité, et/ou
- | de limiter la capacité des fournisseurs de se faire concurrence en augmentant de manière significative, par exemple, les coûts de production des nouveaux entrants par rapport aux acteurs traditionnels, et/ou
- | de réduire les mesures incitant les fournisseurs à se livrer une concurrence dynamique, et de réduire la mobilité des consommateurs entre les fournisseurs.

Si une étude plus approfondie révèle qu'il existe une restriction excessive de la concurrence, le *Manuel* contient des conseils sur les solutions qui peuvent compenser ou atténuer le préjudice potentiel pour la concurrence tout en atteignant l'objectif d'action de la loi/réglementation originale.

En outre, le projet s'appuie sur le modèle des coûts standard pour estimer les charges administratives, en vue de diffuser des informations et de produire des mesures de l'amélioration des réglementations et de la simplification administrative.

Le processus d'examen est conduit par un groupe d'experts économiques et juridiques, qui fournit des informations permettant de localiser les problèmes et d'identifier les solutions potentielles. Le ministère de l'Économie fait ensuite des recommandations pour réformer la réglementation à un comité interministériel de la concurrence. Le succès de ce processus qui vise à supprimer les restrictions inutiles de la concurrence et à améliorer la croissance de la productivité nécessitera à la fois des ressources permanentes et la garantie qu'un mécanisme durable de mise en œuvre est bien en place.

nombre et la complexité des lois et règlements qui entravent la concurrence supposent une volonté permanente de tirer le maximum de cette stratégie<sup>12</sup>. L'expérience conduite en Australie, où un processus similaire a été mis en œuvre, donne à penser qu'un tel effort est largement justifié par les gains de croissance ultérieurs – lesquels sont susceptibles d'être considérables. En effet, depuis le début de l'examen des réglementations de l'Australie en

1993, ce pays a enregistré pendant plusieurs années une croissance de son PIB et de son PIB par habitant supérieure à celle de la zone OCDE. Ses résultats sont actuellement moins impressionnants et les pouvoirs publics attribuent cela, tout du moins en partie, au fait que, ces derniers temps, on a moins mis l'accent sur les réformes favorisant la concurrence. En conséquence, l'Australie prévoit de multiplier les mesures proconcurrentielles dans les prochaines années.

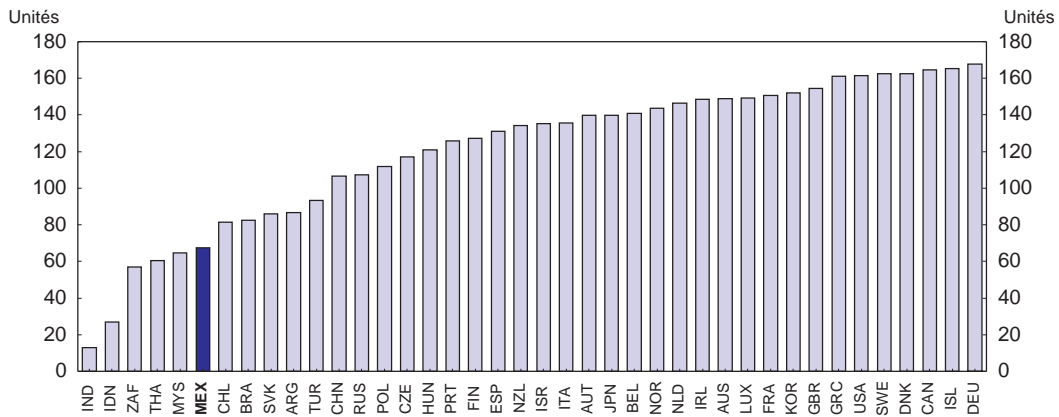
Des réformes destinées à dynamiser l'accès aux industries de réseau peuvent aider à maintenir l'avantage concurrentiel acquis grâce à la dépréciation récente du taux de change réel et soutenir une reprise rapide lorsque les échanges mondiaux redémarreront. Selon les études examinées, les gains de productivité peuvent être substantiels. Les autorités ont pris récemment d'importantes mesures pour intensifier la concurrence, surtout dans le secteur des télécommunications en instaurant la portabilité des numéros et en abaissant les redevances d'interconnexion. En outre, les programmes de ventes aux enchères de nouvelles radiofréquences et de nouveaux réseaux de fibre optique devraient aviver encore la concurrence dans ce secteur. Ces réformes viendraient compléter celles prévues par le ministère de l'Économie pour créer un guichet unique pour l'enregistrement des entreprises et aider les petites sociétés naissantes. En attirant l'investissement vers de nouvelles activités, la réforme contribuerait aussi à la reprise.

### **Infrastructures**


Accroître les niveaux d'infrastructures peut aussi avoir des effets positifs sur la croissance économique et le soutien de l'activité pendant la phase de ralentissement. Des progrès substantiels ont été accomplis, l'investissement en infrastructures ayant bondi de 3 % du PIB en moyenne sur la période 2000-2006 à 5 % en 2009, mais il faudra du temps pour combler le déficit dans ce domaine, car le réseau d'infrastructures du Mexique est médiocre au regard des normes de l'OCDE (OCDE, 2008), et le pays est confronté à un certain nombre de difficultés dans ce domaine. Dans le secteur des télécommunications, le Mexique fait en général moins bien que ses pairs des marchés émergents, avec moins de lignes téléphoniques, d'abonnements à des lignes fixes, mobiles et haut débit par habitant et une largeur de bande internationale sur l'Internet par habitant plus faible (graphique 4.18). Le réseau routier et ferroviaire demeure assez limité, même par rapport à d'autres marchés émergents, comme le confirme la densité relativement faible des réseaux mesurée par le nombre de kilomètres de voies pour 1 000 km<sup>2</sup> (graphique 4.19a et b). En dépit d'une densité de population plus faible, l'Argentine, le Brésil et le Chili affichent une densité routière et ferroviaire plus élevée que le Mexique. Parallèlement, les investissements engagés au Mexique semblent déséquilibrés dans la mesure où il n'existe pas de routes dans de nombreuses zones et où l'essentiel du réseau est concentré près de la frontière avec les États-Unis, avec des droits de péage plus élevés. La congestion routière, mesurée par le nombre de véhicules par kilomètre de route, est aussi relativement élevée. Dans le secteur de l'énergie, tandis que les capacités totales de production d'électricité par habitant semblent appropriées voire légèrement élevées compte tenu du niveau de revenu du Mexique<sup>13</sup>, la marge de réserve (excédent des capacités totales sur les pics de demande) est élevée au regard des normes de l'OCDE<sup>14</sup>. Les prix de l'électricité et des télécommunications demeurent aussi relativement élevés par rapport à ceux pratiqués dans d'autres pays de l'OCDE (OCDE, 2007), ce qui incite à penser que les avantages liés à une plus grande concurrence – surcroît d'innovation et meilleure productivité, par

Graphique 4.18. **Abonnés au téléphone fixe et mobile**

Pour 100 habitants, 2005



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

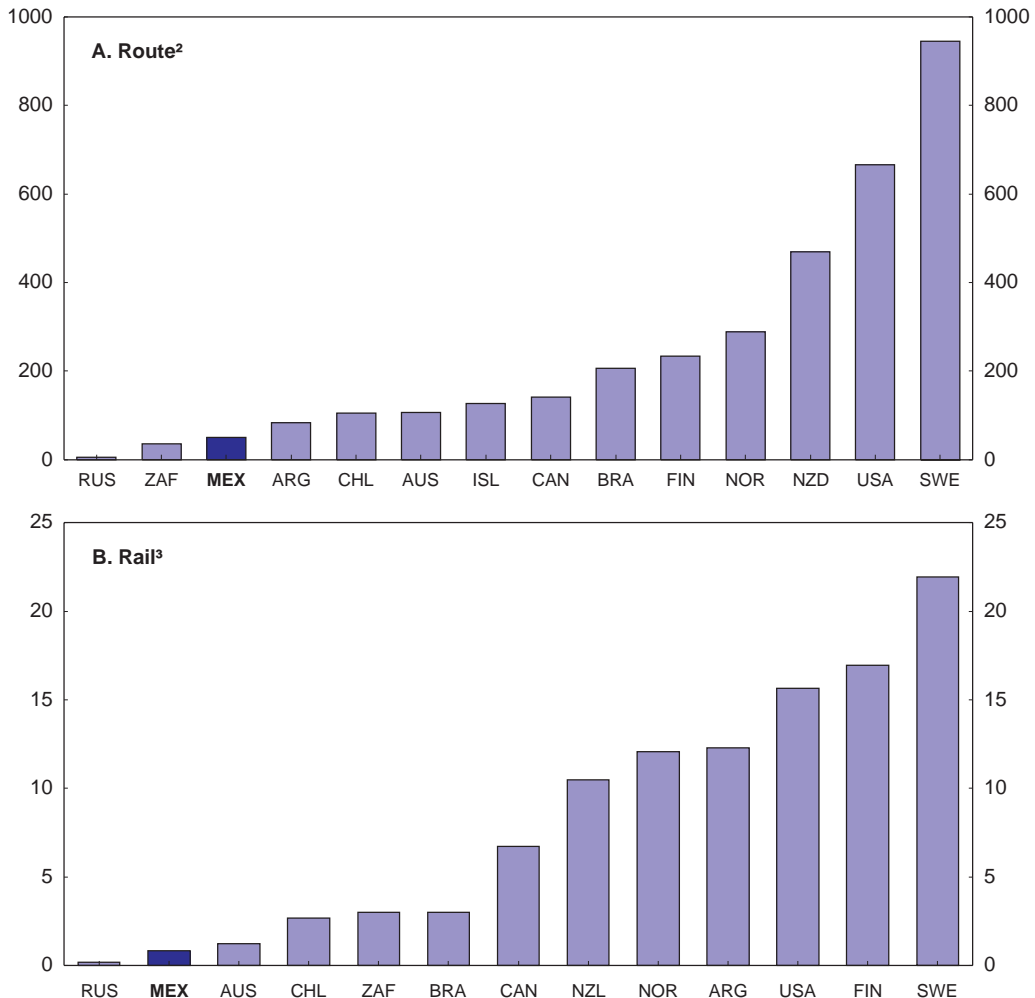
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685104570720>

exemple – sont absents dans ces secteurs. Par conséquent, outre l'augmentation des investissements publics, la stimulation de la concurrence peut aider à améliorer la quantité et la qualité des infrastructures au Mexique, comme le signalent les conclusions des études sur la RMP précédemment commentées.

## Conclusion

Le Mexique a fait certains progrès pour dynamiser sa croissance mais pas suffisamment pour enregistrer un rattrapage satisfaisant. Les réformes mexicaines, en particulier celles qui ont été engagées ces dix dernières années pour renforcer la stabilité macroéconomique et ouvrir plus largement l'économie aux échanges et à l'investissement, ont porté leurs fruits. Elles ont facilité une croissance tirée par les exportations après la crise financière de 1995 et réduit les déséquilibres et les faiblesses macroéconomiques, ce qui a eu un certain impact positif sur la croissance. Le Mexique profite aujourd'hui d'une stabilité macroéconomique qui peut rivaliser avec celle de bon nombre de pays de l'OCDE à revenu plus élevé. L'économie est beaucoup plus étroitement intégrée à l'économie mondiale qu'il y a deux décennies, ce qui renforce les pressions incitant les entreprises à innover et exploiter les possibilités de transfert de technologie, en particulier dans le secteur manufacturier, qui est plus ouvert. Pris ensemble, ces facteurs ont contribué à faire passer la croissance du PIB par habitant d'un niveau proche de zéro à la fin des années 80 à 2 % environ sur la période 2002-07. Bien que comparable à la moyenne OCDE, ce chiffre est trop faible pour permettre une convergence rapide vers les niveaux de vie des pays de l'OCDE à revenu plus élevé. En tant que marché émergent ayant un écart de revenu important par rapport au reste des pays de l'OCDE et partageant une longue frontière avec le plus grand marché du monde, le Mexique devrait afficher des résultats bien supérieurs à la moyenne.

Cependant, la convergence vers des niveaux de vie plus élevés est loin d'être automatique et requiert que l'on s'attaque avec plus de rigueur aux faiblesses structurelles. Une comparaison des résultats du Mexique avec ceux de marchés émergents et de pays de l'OCDE plus performants révèle que l'infériorité de la croissance mexicaine est essentiellement imputable à une moindre croissance de la productivité du travail. Pour


Graphique 4.19. **Densité du réseau, 2005<sup>1</sup>**Kilomètres de voies pour 1 000 km<sup>2</sup>

1. Pays ayant une densité de population inférieure à celle du Mexique.

2. 2000 pour le Chili et la Russie.

3. 1990 pour l'Argentine et 1998 pour la Nouvelle—Zélande.

Source : Banque mondiale, Base de données sur les indicateurs du développement dans le monde ; Statistiques des transports en Amérique du Nord.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/685116350148>

améliorer celle-ci, d'autres réformes structurelles sont nécessaires. Les faiblesses relatives dans les domaines de la concurrence, de l'éducation, de l'État de droit, des infrastructures et du développement du secteur financier expliquent l'infériorité passée des performances du Mexique par rapport à celles des pays ayant une plus forte croissance. Il y a eu d'importantes améliorations sur plusieurs de ces fronts, mais les efforts dans ce sens doivent se poursuivre (annexe 4.A1 et OCDE, 2009). Une ouverture accrue de l'économie à l'investissement privé, intérieur et étranger, contribuerait aussi à augmenter la productivité.

Bien que des réformes soient nécessaires sur de nombreux fronts, on peut obtenir des progrès rapides avec des ressources limitées en privilégiant les réformes destinées à intensifier la concurrence. Le Mexique doit aussi suivre les réformes précédemment

#### Encadré 4.4. **Recommandations pour dynamiser la croissance et stimuler la reprise économique**

##### **Dynamiser la concurrence pour améliorer la productivité, la croissance et la reprise**

- | Intensifier la concurrence dans les principales industries de réseau – électricité, gaz, eau, télécommunications et transports – par le biais de mesures réglementaires.
- | Libéraliser davantage les régimes d'investissement en abaissant les barrières aux investissements intérieurs et étrangers. Améliorer les liens commerciaux avec l'Asie pour diversifier les échanges.
- | Renforcer la concurrence et abaisser encore les barrières à l'entrée dans les télécommunications sont des actions particulièrement importantes pour la diffusion des nouvelles technologies.

##### **Soutenir la demande et accroître la compétitivité avec de meilleures infrastructures**

- | Se concentrer sur les secteurs offrant des retombées rapides, par exemple l'éducation (couverture et qualité, voir le chapitre 3) et les réseaux de transport (routes, voies ferrées et ports).
- | Continuer d'accroître les dépenses en infrastructures pour autant que le permettent les contraintes de capacité.

engagées, notamment sur les marchés de capitaux, et s'assurer qu'elles atteignent les objectifs visés. Il doit aussi les compléter par de nouveaux ajustements des politiques afin de remédier à des faiblesses structurelles persistantes. Une étude récente de l'OCDE contient des recommandations détaillées pour améliorer les résultats de l'enseignement, accroître la concurrence et renforcer les infrastructures, et tirer davantage profit des investissements étrangers et des échanges internationaux, notamment dans le secteur des télécommunications.

#### **Notes**

1. Les résultats de la croissance du Mexique doivent être comparés à la fois à ceux des pays de l'OCDE et à ceux des économies émergentes si l'on souhaite obtenir une référence appropriée, cohérente avec les niveaux de revenu. Le Mexique étant membre de l'OCDE, ses résultats sont régulièrement comparés à ceux des pays membres ayant les revenus les plus élevés. Voir, par exemple, Scarpetta, Bassanini, Pilat et Schreyer (2000). Cette section élargit cette analyse en comparant le Mexique à un groupe de pairs composé de grandes économies émergentes (définies ici comme des économies qui « émergent » au niveau de l'économie mondiale en se distinguant par une participation accrue aux échanges et aux flux d'investissements internationaux) tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie. Ils peuvent représenter de meilleurs éléments de comparaison que les pays de l'OCDE dans la mesure où leur niveau de PIB par habitant et les questions de développement auxquelles ils sont confrontés sont plus conformes à ceux du Mexique. Ils engagent également, tout comme le Mexique, des réformes économiques destinées à les aider à converger vers les pays de l'OCDE à revenu plus élevé.
2. La productivité totale et sectorielle du travail du Mexique est comparée à celle de 3 groupes de pays : les marchés émergents à faible croissance (Brésil et Venezuela), les marchés émergents à forte croissance (Chili, Inde, Corée, Malaisie et Thaïlande) et les pays de l'OCDE à revenu élevé et à forte croissance (Australie, États-Unis, Finlande, Irlande et Royaume-Uni)
3. Les données relatives aux pays émergents proviennent de la base de données axée sur dix secteurs disponible au Groningen Growth and Development Centre et peuvent être téléchargées à l'adresse [www.ggd.cnet/dseries/10-sector.html](http://www.ggd.cnet/dseries/10-sector.html). Voir Timmer et De Vires (2007). Les données relatives aux pays de l'OCDE proviennent de la *Base de données EU Klems*, publication de mars 2008, et peuvent être téléchargées à l'adresse [www.euklems.net/](http://www.euklems.net/). Voir Timmer, O'Mahony et van Ark (2007).

4. Ceux-ci ont été choisis en fonction de leur couverture (ou non) du Mexique et des marchés émergents, des variables de politique et de l'accessibilité des données. Le modèle de données de panel international de Loayza, Fajnzylber et Calderón (2005) a été utilisé pour comparer le Mexique à trois groupes affichant des performances de croissance différentes – les pays de l'OCDE à forte croissance et à revenu élevé (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Finlande, Irlande et Espagne) les marchés émergents à forte croissance (Chine, Inde, Malaisie, Thaïlande, Corée, Turquie, Chili et Égypte) et les marchés émergents à croissance plus faible (Équateur, Paraguay, Venezuela, Afrique du Sud, Argentine et Brésil).
5. Les estimations du modèle n'ont pas pu être étendues au-delà de 1999 à d'autres spécifications car il n'y a pas de données appropriées pour le groupe des marchés émergents.
6. Dans le modèle, la croissance de la productivité du travail est fonction des améliorations de la frontière de la productivité mondiale, de l'écart par rapport à la frontière, de la vitesse de convergence, et dans certaines versions, des indicateurs de capital humain et physique. Le modèle était estimé pour 21 pays de l'OCDE dans 39 secteurs.
7. L'indicateur mesure l'impact de la réglementation sur 11 secteurs au Mexique à travers la moyenne pondérée des RMP anticoncurrentielles dans 6 secteurs non manufacturiers – électricité, gaz et eau, postes et télécommunications, transport et entreposage, commerce de gros et de détail, autres activités de services aux entreprises. Les pondérations sont proportionnelles aux besoins en facteurs de production intermédiaires de chacun des 11 secteurs, lesquels proviennent de chacun des secteurs non manufacturiers. Par exemple, un secteur tel que la fabrication de papier – qui utilise un volume relativement important d'électricité comme facteur de production intermédiaire – pèsera plus sur les RMP du secteur de l'électricité qu'un autre secteur dans lequel on a moins besoin d'électricité par unité de produit fini. Par comparaison avec le reste de l'OCDE, l'impact des RMP dans les secteurs non manufacturiers est relativement élevé à la fois dans le secteur et dans ceux, tels que le secteur manufacturier, qui utilisent leurs services. Plus précisément, les pondérations sont les coefficients d'entrées-sorties calculés en utilisant la matrice d'entrées-sorties de 2003 (matriz insumo-producto) pour le Mexique disponible à l'adresse [www.inegi.gob.mx](http://www.inegi.gob.mx). Les indicateurs de RMP pour les secteurs non manufacturiers sont tirés de la base de données des RMP de l'OCDE disponible à l'adresse [www.ocde.org](http://www.ocde.org). Dans certains cas, ce sont des moyennes simples des indicateurs pour plusieurs sous-secteurs ; par exemple, l'indicateur du transport est la moyenne des indicateurs de RMP pour les secteurs aérien, routier et ferroviaire. Le graphique 5 dans Conway et Nicoletti (2006) contient davantage de détails. L'indicateur de RMP du secteur financier a été calculé par de Serres et al. (2006) et évalue les proportions dans lesquelles la réglementation encourage ou entrave la concurrence dans les services bancaires et financiers. Pour les pays de l'OCDE autres que le Mexique, l'indicateur de l'impact de la réglementation pour l'ensemble du secteur manufacturier est obtenu en calculant une moyenne pondérée de la valeur ajoutée sectorielle de l'indicateur d'impact de la réglementation dans chaque secteur manufacturier.
8. Les simulations utilisent les coefficients du modèle sectoriel de la colonne 2, tableau 1B. Les résultats pour des pays autres que le Mexique varient quelque peu par rapport aux simulations originales en raison de révisions ultérieures des indicateurs de l'impact de la réglementation.
9. Les niveaux d'investissement en machines-outils et en équipements ne semblent désormais plus inférieurs à ceux des pays enregistrant une croissance plus rapide. La part des investissements mexicains en machines-outils dans le PIB sur la période 1993-2007 est beaucoup plus élevée que sa valeur pour la période 1960-92 et plus conforme à celle constatée dans les pays enregistrant une croissance plus rapide.
10. La politique d'innovation au Mexique est commentée dans OCDE (2009b).
11. Une reprise complète est un retour au niveau tendanciel prévu du PIB existant avant la crise.
12. Dans le cas de l'Australie, l'examen de la Politique nationale de concurrence a étudié près de 1 800 lois et réglementations sur la période 1995-2005.
13. Les capacités de production d'électricité par habitant tendent à être plus élevées pour les pays plus riches car une activité économique plus dynamique implique généralement une consommation d'électricité légèrement plus importante.
14. Voir OCDE (2008).

## Bibliographie

- Adrogué, R., M. Cerisola et G. Gelos (2006), « Brazil's Long-Term Growth Performance – Trying to Explain the Puzzle », Document de travail du FMI, n° 06/282.
- Alesina, A. et D. Rodrik (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, 109, n° 2 (mai 1994).
- Barro, R. J. (2000), « Inequality and Growth in a Panel of Countries », *Journal of Economic Growth*, mars 2000.
- Bassanini, A., S. Scarpetta et P. Hemmings (2001), « Economic Growth: The Role of Policies and Institutions. Panel Data Evidence from OECD Countries », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 283.
- Cerra, V. et S.C. Saxena (2005), « Growth Dynamics: The Myth of Economic Recovery », Document de travail du FMI, n° 05/147.
- Conway, P., D. De Rosa, Steiner, F. et G. Nicoletti (2006), « Regulation, Competition, and Productivity Convergence », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 509.
- Conway, P. et G. Nicoletti (2006), « Product Market Regulation in the Non-Manufacturing Sectors of OCDE Countries: Measurement and Highlights », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 530.
- De Serres, A., S. Kobayakawa, T. Sløk et L. Vartia (2006), « Regulation of financial systems and economic growth », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 506.
- Dollar, D. et A. Kraay (2002), « Growth is good for the Poor », *Journal of Economic Growth*, vol. 7.
- Easterly, W. (1999), « Life during Growth », *Journal of Economic Growth*, vol. 4, n° 3.
- Forbes, K. J. (2000), « A reassessment of the Relationship between Inequality and Growth », *The American Economic Review*, vol. 90, n° 4.
- Galor, O. et J. Zeira (1993), « Income Distribution and Macroeconomics », *The Review of Economic Studies*, vol. 60, n° 1.
- Guichard, S. (2005), « The Education Challenge in Mexico: Delivering Good Quality Education to All », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 477.
- Haugh, D., B. Rocha et R. Jamin (2008), « Maximising Mexico's gains from integration in the world economy », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 657.
- FMI (2007), « Mexico: Financial Sector Assessment Program Update – Technical Note – Financing of the Private Sector », *IMF Country Report* n° 07/170.
- Lenain, P. et L. Rawdanowicz (2004), « Enhancing Income Convergence in Central Europe after EU Accession », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 392.
- Loayza, N., P. Fajnzylber et C. Calderón (2005), « Economic Growth in Latin America and the Caribbean: Stylized Facts, Explanations and Forecasts », Banque mondiale, Washington DC.
- Lucas, R. (1988), « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*.
- Phillips, S., G. Mehrez et V. Moissinac (2006), « A Survey of Selected Conditions for Growth in Mexico: in International Perspective », dans *IMF Country Report* n° 06/351.
- Maddison, A. (2003), « L'économie mondiale : statistiques historiques », Études du centre de développement de l'OCDE.
- Nicoletti, G.S., S. Golub, D. Hajkova, D. Mirza et K.Y. Yoo (2003), « Policies and International Integration: Influences on Trade and Foreign Direct Investment », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 359.
- Nicoletti, G.S., et S. Scarpetta, (2005), « Regulation and Economic Performance: Product Market Reforms and Productivity in the OECD », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 460.
- OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Paris, OCDE.
- OCDE (2007), *Études économiques de l'OCDE : Mexique*, Paris, OCDE.
- OCDE (2007a), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir*, vol. 1, Paris, OCDE.
- OCDE (2007b), *Manuel de l'OCDE pour l'évaluation de la concurrence*, version 1.0, Paris, OCDE.

- OCDE (2008), « Infrastructure Investment: Links to Growth and the Role of Public Policies », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, à paraître.
- OCDE (2009a), *Objectif croissance*, Paris, OCDE.
- OCDE (2009b), *Review of Mexico's Innovation Policies*, Paris (à paraître).
- Perotti, R. (1996), « Redistribution and Non-consumption Smoothing in an Open Economy », *The Review of Economic Studies*, vol. 63, n° 3.
- Romer, P. (1990), « Endogenous technological change », *Journal of Political Economy*.
- Sala-I-Martin, X. (1997), « I Just Ran Two Million Regressions », *The American Economic Review*, vol. 87, n° 2, pp. 178-183.
- Sala-I-Martin, X., G. Doppelhoffer et R. Miller (2004), « Determinants of Long-Term Growth: A Bayesian Averaging of Classical Estimates (BACE) Approach », *The American Economic Review*, vol. 94, n° 4, pp. 813-835.
- Scarpetta, S., A. Bassanini, D. Pilat et P. Schreyer (2000), « Economic growth in the OECD area: Recent trends at the aggregate and sectoral level », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 248.
- Solow, R. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, 70, pp. 65-94.
- Solow, R. (1957), « Technical Change and the Aggregate Production Function », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 39, pp 312-320.
- Solow, R. (1961), « Note on Uzawa's two sector model of economic growth », *Review of Economic Studies*.
- Swan, T. (1956), « Economic Growth and Capital Accumulation », *Economic Record*, vol. 32, pp 334-361.
- Timmer, M.P. et G.J. de Vries (2007), « A Cross-Country Database For Sectoral Employment And Productivity In Asia And Latin America, 1950-2005 », Groningen Growth and Development Centre, Mémoire de recherche GD-98.
- Timmer, M.P., M. O'Mahony et B. van Ark, « The EU KLEMS Growth and Productivity Accounts: An Overview », Université de Groningen et Université de Birmingham, disponible à [www.euklems.net/](http://www.euklems.net/).
- Tornell, A., F. Westermann et L. Martinez (2004), « Mexico and NAFTA's less than stellar performance », NBER Working Paper, n° 10289.
- Uzawa, Hirofumi (1961), « Neutral Inventions and the Stability of Growth Equilibrium », *Review of Economic Studies*, février 1961, 28 (2).

## ANNEXE 4.A1

*Bilan des réformes structurelles*

Cette annexe résume les recommandations formulées dans les précédentes *Études* et les mesures prises depuis la réalisation de la dernière *Étude* en juillet 2007. Dans cette *Étude*, des recommandations plus détaillées basées sur l'analyse figurent dans les chapitres concernés.

Recommandations	Mesures prises depuis l' <i>Étude</i> précédente (juillet 2007)
<b>A. RENFORCEMENT DES FINANCES PUBLIQUES</b>	
Renforcer le cadre budgétaire en veillant à ce que les règles et lignes directrices budgétaires soient appliquées. Épargner ou investir les ressources supplémentaires de nature non récurrente.	Augmentation de la limite haute des fonds de stabilisation pour 2009.
Renforcer l'efficacité des dépenses publiques :	Des mesures de réforme de la budgétisation axée sur les performances ont été inscrites dans la réforme budgétaire de 2007. Elles sont en cours d'application.
Augmenter les recettes fiscales tout en réduisant les distorsions.	La réforme fiscale 2007 (IETU) vise à élargir l'assiette fiscale tout en améliorant l'efficacité des dépenses. Toutefois, d'autres réformes de la fiscalité non pétrolière sont nécessaires pour réduire la dépendance du budget vis-à-vis des recettes pétrolières.
Revoir les compétences et les responsabilités des administrations infranationales.	La réforme fiscale de 2007 leur a donné le pouvoir de lever un impôt sur l'essence.
Limiter la croissance des transferts fédéraux, afin d'inciter les administrations infranationales à faire usage de leurs prérogatives fiscales.	Les formules pour le transfert de ressources aux administrations infranationales ont été modifiées de façon que celles-ci soient davantage incitées à accroître leurs propres recettes.
Élargir le processus de réforme du régime fédéral de retraite (ISSSTE) aux autres sous-systèmes de retraite des agents du secteur public.	Les régimes de retraite de la CFE et des salariés affiliés à l'IMSS ont été réformés en 2008.
Revoir les modalités de gestion de Pemex, en améliorant le gouvernement d'entreprise et en envisageant d'autoriser la conclusion d'accords de coentreprise, afin de garantir son accès aux capitaux et aux technologies dont elle a besoin.	La réforme de Pemex votée en octobre 2008 est progressivement mise en œuvre, ce qui a pour principal effet d'améliorer le gouvernement d'entreprise. Les contrats de résultat doivent être soigneusement conçus de manière à promouvoir l'expansion des investissements dans le secteur.
<b>B. ÉCHANGES ET INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS</b>	
Réduire progressivement les droits de douane du régime de la nation la plus favorisée.	Réduction substantielle des taux en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2009.
Réduire les obstacles non tarifaires, notamment : rationaliser les procédures douanières, les normes techniques et les règles d'étiquetage, supprimer les ports exclusifs d'entrée, les prix de référence et les listes spéciales d'enregistrement pour les biens importés.	Au moment même où les taux ont été réduits, une série de mesures ont été prises pour améliorer les procédures du commerce extérieur.
Réduire les restrictions concernant les prises de participation étrangères.	Une nouvelle loi réduisant les restrictions aux participations étrangères dans les télécommunications a été approuvée par la Chambre basse du Congrès. L'approbation par la Chambre haute est en cours.
Continuer de faciliter l'IDE et maximiser les avantages.	Une nouvelle loi réduisant les restrictions aux participations étrangères dans les télécommunications a été approuvée par la Chambre basse du Congrès. L'approbation par la Chambre haute est en cours.

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude précédente (juillet 2007)
Renforcer l'État de droit afin d'améliorer l'environnement des entreprises.	
<b>C. CONCURRENCE, RÉGLEMENTATION ET INFRASTRUCTURES</b>	
Procéder à un vaste réexamen des restrictions juridiques à la concurrence applicables dans l'ensemble de l'économie, au niveau fédéral et au niveau des États.	Avec l'appui de l'OCDE, les pouvoirs publics ont lancé un large examen des lois et règlements pour identifier et éliminer les restrictions inutiles à la concurrence. La commission de la concurrence a renforcé ses capacités d'analyse économique dans les domaines de la concurrence.
Attribuer des ressources appropriées à la Commission fédérale de la concurrence et aux autres autorités de tutelle.	Aucune mesure prise.
Améliorer l'application du droit de la concurrence.	Aucune mesure prise.
<b>A. Énergie</b>	
Électricité : Intensifier la concurrence dans la production d'électricité, favoriser l'investissement du secteur privé.	Aucune mesure prise.
Gaz : Poursuivre la libéralisation et l'ouverture du secteur.	Vote de la réforme visant à permettre la concurrence au niveau de la distribution auprès des consommateurs.
<b>B. Télécommunications</b>	
Faciliter les nouvelles entrées et améliorer le cadre réglementaire pour intensifier la concurrence.	Les autorités ont établi la portabilité des numéros de téléphone. Réduction de plus de 50 % des tarifs d'interconnexion pour les compagnies de téléphonie mobile vers les compagnies de téléphonie fixe pour le trafic de réseau. Attributions d'autorisations pour commercialiser ou revendre des services de téléphonie mobile. De nouvelles adjudications ont été annoncées pour des fréquences radioélectriques et pour le réseau de fibre optique.
Développer le haut débit, notamment en dégroupant la boucle locale. Établir un cadre juridique clair pour fixer les prix des actifs. Le cadre juridique doit obligatoirement être assujéti à une approbation de la CFC.	Publication du programme de mise aux enchères des fréquences radioélectriques en mars 2008. Publication du Plan technique de base pour l'interconnexion et l'interopérabilité, permettant par exemple à l'utilisateur final d'avoir accès à tous les contenus, services ou applications fournis par un opérateur.
<b>C. Transports</b>	
Passage des frontières et transports par camion : améliorer l'efficacité du franchissement de la frontière entre le Mexique et les États-Unis.	Projet pilote avec les États-Unis pour les passages de camions à la frontière. Actuellement stoppé par la nouvelle administration américaine. Les autorités travaillent avec les pouvoirs publics américains pour réactiver le projet dans le cadre de l'ALENA.
Transports aériens : procéder à la privatisation d' <i>Aeroméxico</i> et de <i>Mexicana</i> sous forme d'entités séparées. Relever le plafond des participations étrangères dans les compagnies aériennes à 49 %.	Privatisation terminée à l'automne 2007 et ouverture du secteur aux transporteurs à faible coût.
Routes : encourager l'investissement du secteur privé.	Plus grand recours aux PPP. En 2009, 38 PPP mis en œuvre par le ministère de la Communication et des Transports (SCT).
Chemins de fer : mettre en place une autorité de tutelle indépendante et de nouvelles règles de tarification de l'accès afin de régler les litiges en matière d'interconnexion.	Aucune nouvelle mesure.
Ports : améliorer l'efficacité des ports, notamment les transferts navire/transport terrestre et les procédures douanières.	Promotion du développement de zones d'activités logistiques. Lancement d'un examen des processus opérationnels de transfert et de manœuvre livraison/réception. Cela a réduit le temps de stockage des biens dans les ports.
<b>D. PROMOUVOIR UN CLIMAT PROPICE À L'ENTREPRISE</b>	
Faciliter l'entrée et la sortie des entreprises.	Nouveaux progrès dans la mise en œuvre de la procédure rapide pour la création d'entreprises (SARE). Réduction à 3 jours des procédures au niveau de l'État et des municipalités pour ouvrir une nouvelle entreprise à faible risque.
Réduire les coûts des entreprises.	Lancement du projet de guichet unique.
Renforcer encore l'enseignement professionnel.	Des comités techniques ont été mis en place pour renforcer les liens écoles/entreprises.
<b>E. VALORISER LE CAPITAL HUMAIN</b>	
<b>A. Élargir la couverture de l'enseignement postobligatoire</b>	
Faciliter l'accès des élèves défavorisés au deuxième cycle de l'enseignement secondaire.	Lancement de deux nouveaux programmes de bourses d'étude : le « Programme national de bourses de fidélisation des étudiants » et « Programme de bourses d'aide aux étudiants ».

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude précédente (juillet 2007)
<b>B. Améliorer la qualité des services éducatifs</b>	
Moderniser les programmes et mieux les intégrer entre les différents niveaux.	Aucune mesure prise.
Évaluer les établissements scolaires et publier les résultats de ces évaluations.	Les résultats de l'évaluation ENLACE sont désormais publiés au niveau des écoles.
Revoir les incitations des enseignants.	La réforme <i>Alianza</i> prévoit de relier les incitations des enseignants au développement professionnel et aux résultats des tests des étudiants ; réforme en cours du programme <i>Carrera Magisterial</i> .
<b>C. Faciliter la transition de l'école au monde du travail</b>	
Envisager la mise en place de contrats d'apprentissage pour les programmes de formation en alternance.	Aucune mesure prise
Renforcer encore l'enseignement professionnel.	Des comités techniques ont été mis en place pour renforcer les liens écoles/entreprises
<b>D. Formation des adultes</b>	
Continuer de développer l'homologation des qualifications.	L'adhésion au modèle d'homologation des qualifications a augmenté de 45 % pendant l'année scolaire 2007-08.
Renforcer les programmes publics de formation.	Des programmes de formation professionnelle ont été proposés dans le cadre d'un modèle d'homologation des qualifications pendant l'année scolaire 2007-08.
Améliorer les compétences entrepreneuriales dans les petites et moyennes entreprises.	Les banques de développement (Nacional Financiera) ont amplifié leurs programmes de soutien aux PME, en fournissant des financements supplémentaires et une assistance technique accrue.
<b>F. MARCHÉS DU TRAVAIL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ</b>	
<b>A. Marché du travail</b>	
Accroître la flexibilité de la réglementation de l'emploi en assouplissant la protection de l'emploi tout en mettant en place une aide minimale au revenu en cas de perte d'emploi.	Une réforme du régime d'épargne-retraite a été approuvée, qui permet aux travailleurs d'avoir un plus large accès aux ressources de leurs comptes de retraite en cas de chômage. À titre compensatoire, la contribution de l'État a été relevée.
Introduire une période d'essai afin de faciliter la création d'emplois dans le cadre de contrats de longue durée.	Aucune mesure prise.
Élargir le champ d'application des contrats de brève durée.	Aucune mesure prise.
Élargir les possibilités de contrat à temps partiel.	Aucune mesure prise.
<b>B. Revoir la fiscalité et les prestations sociales</b>	
Rééquilibrer les incitations au profit de l'emploi formel en réexaminant l'ensemble fiscalité/prestations afin d'améliorer la fiabilité et l'efficacité des services de sécurité sociale. Rendre plus attrayante l'épargne retraite individuelle (SAR).	Réforme de la loi sur la sécurité sociale en faveur des travailleurs temporaires dans le secteur agricole afin de garantir leur intégration à l'IMMS et leur droit aux prestations de retraite.
Aligner le régime du secteur public sur celui du secteur privé.	Les retraites des nouveaux agents du secteur public sont alignées sur celles du secteur privé.
Éviter de recourir à une taxe sur les salaires.	Aucune nouvelle mesure prise.
<b>C. Réduction de la pauvreté et sécurité publique</b>	
Ajuster la couverture du programme <i>Oportunidades</i> afin d'inclure tous les segments de la population pauvre. Améliorer la qualité de l'offre de services de santé et d'enseignement du programme pour en renforcer l'efficacité.	Aucune mesure prise.
Pour aider les pauvres, remplacer les subventions par des transferts monétaires ciblés. Revoir l'efficacité de programmes tels que DICONSA et LICONSA, et en cas d'inefficacité, les recentrer ou les supprimer. De manière générale, rationaliser les nombreux programmes à objectif social pour éviter les doublons et exploiter les synergies.	Aucune mesure prise.
Revoir l'éventail des interventions visant la pauvreté rurale ; renforcer les partenariats entre les acteurs impliqués dans le développement rural.	Aucune mesure prise.
Accroître le rapport coût-efficacité des soins de santé IMSS afin de fournir des services de meilleure qualité à des coûts plus faibles.	Aucune mesure prise.
Prendre des initiatives pour intégrer les systèmes d'assurance-maladie et dissocier le financement de la prestation	Aucune mesure prise.

## ANNEXE 4.A2

*Données et méthodologie*

Les données utilisées pour évaluer la croissance et établir des comparaisons de croissance pour les marchés émergents proviennent de l'OCDE, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et des Nations Unies. Lorsque les données officielles n'étaient pas disponibles, elles ont été remplacées par des estimations des bureaux des études nationales compétents de l'OCDE. Bases de données utilisées : *Perspectives économiques mondiales* (WEO) du FMI, *Indicateurs du développement dans le monde* (WDI) de la Banque mondiale et Division des statistiques des Nations Unies (UNSD) – base de données des Nations Unies.

Définition		Provenance	
		Membres de l'OCDE	Non-membres
Croissance du PIB	PIB en PPA (dollars constants de 2005)	OCDE	Banque mondiale (WDI)
		Fonds monétaire international (WEO)	
Emploi		OCDE	WEO
		OCDE	WEO
Population en âge de travailler	Segment de population compris entre 15 et 64 ans	Base de données analytiques (OCDE)	Nations Unies (UNSD)
		OCDE	UNSD
Population		OCDE	UNSD
		UNSD	

Note : Dans certains cas, il existe des données de l'OCDE disponibles pour des pays non membres. Dans ces cas, les estimations du bureau des études nationales compétent de l'OCDE sont employées à la place d'autres sources utilisées pour le reste des pays non membres. La série statistique a été étendue de 1980 à 2012 ; lorsqu'une série complète n'était pas disponible auprès de la même source, elle a été étendue en extrapolant les taux de croissance à partir d'autres bases de données.

L'objectif de la mission étant d'analyser la croissance à long terme d'une sélection de pays, on a supprimé les effets cycliques en filtrant toutes les séries chronologiques au moyen d'un filtre Hodrick-Prescott (HP) avec un  $\lambda = 100$ . Le filtre HP devient imprécis à la fin d'une série temporelle (Scarpetta, Bassanini, Pilat et Schreyer [2000]). Pour atténuer ce problème, les séries ont été étendues avant filtrage à l'aide des prévisions de l'OCDE ou par extrapolation à partir des taux de croissance moyens passés.

## ANNEXE 4.A3

### *Informations complémentaires sur les modèles utilisés*

Le modèle de Loayza *et al.* couvre 78 pays et est estimé pour la période 1961-1999 ; la croissance est une fonction de la convergence durant la phase de transition (écart de revenu initial), du point de retournement cyclique (ampleur de l'écart de production initial), des politiques structurelles (éducation, profondeur du secteur financier, intégration commerciale, ampleur du rôle des pouvoirs publics, infrastructures et gouvernement d'entreprise), de la stabilisation macroéconomique (inflation, volatilité cyclique, surévaluation du taux de change réel, crises financières systémiques), des conditions externes (chocs sur les termes de l'échange) et des variables indicatrices temporelles et par pays. L'avantage du modèle est qu'il distingue les effets des paramètres structurels et macroéconomiques des effets cycliques et liés à la convergence.

Une simulation a été réalisée pour comparer le Mexique à 20 autres économies sur la période 1981-1999. Le modèle original est globalement bien adapté pour le Mexique, mais ne capte pas pleinement les effets des crises financières. On a amélioré l'adéquation du modèle en modifiant les données originales relatives aux crises financières et le décalage sur l'écart de production initial pour le Mexique, ce qui affecte l'ampleur des politiques de stabilisation macroéconomique. Les estimations originales et celles qui intègrent les effets des crises financières sont données pour fournir sous forme de fourchette une idée de l'importance des politiques de stabilisation macroéconomique. Une analyse de l'adéquation du modèle pour le Mexique révèle que si celle-ci est généralement bonne, la croissance du Mexique apparaît surévaluée pendant les périodes 1986-1990 et 1991-1995 et sous-évaluée pendant la période 1996-2000. Cela semble provenir d'un décalage erroné sur l'écart de production qui sous-évalue les effets des points de retournement cyclique sur la période 1996-1999 et des données utilisées qui ne reflètent pas totalement la longueur de la crise de la dette des années 80 ou la gravité de la crise de la tequila de 1995. Cela n'est pas surprenant car les crises financières sont essentiellement singulières et il est difficile d'établir une série statistique capable de mesurer de manière appropriée toutes les crises dans tous les pays. La durée du décalage sur l'écart de production et les données des crises financières ont été calibrées pour mieux mesurer les effets de ces événements. Par exemple, le modèle aboutit à une bonne prédiction de la croissance mexicaine de 1991 à 1994, mais ce n'est pas le cas pour 1995 car l'ampleur de l'effet de la crise financière implicite dans les données originales (moteur évident de la chute de la croissance en 1995) n'est pas suffisamment grande. Les données de la crise financière sont calibrées pour tenir compte de la différence entre la croissance prédite par d'autres facteurs, de l'erreur d'équation moyenne pour 1991-1994 et de la croissance effective. Ces changements

améliorent l'adéquation du modèle et son calcul de l'écart entre le Mexique et les autres pays de l'échantillon, et les résultats sont affectés de signes correspondant mieux aux intuitions. Changer les données utilisées pour les crises financières affecte l'importance des politiques de stabilisation. À l'extrême, des effets des crises financières plus forts que ceux initialement intégrés dans le modèle peuvent expliquer le reste de l'écart entre la croissance identifiée par le modèle et la croissance effective du Mexique pendant ces périodes, et l'effet des politiques de stabilisation augmentera parallèlement.

Les données du modèle original ont été étendues à la période 2000-07 pour les variables de stabilisation macroéconomique – IPC, écart-type de l'écart de production, surévaluation du taux de change effectif réel et fréquence des crises bancaires systémiques pour le Mexique et les pays de l'OCDE à revenu élevé et à croissance rapide (États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, Finlande et Espagne) – à l'aide de la base de données analytiques de l'OCDE. L'indice de surévaluation du taux de change a été étendu en appliquant le taux de change effectif réel moyen entre les périodes 1996-1999 et 2000-2007 au niveau de l'indice original de 1996-1999.

Sala-i-Martin (1997) utilise un panel de 134 pays pour la période 1960-1992 et teste 62 variables préalablement identifiées dans les études sur la croissance comme significatives dans au moins une analyse de régression de la croissance. Utilisant 2 millions de régressions pour tester la solidité des variables face à l'inclusion d'autres variables, l'étude en recense 21 qui semblent plus fortement reliées à la croissance, définie comme le taux de croissance moyen du PIB par habitant sur la période 1960-1992, c'est-à-dire des variables présentant une probabilité de certitude élevée (autrement dit, une proportion élevée d'estimations de coefficients se situe d'un même côté par rapport à zéro). Le document obtient une densité d'estimations des coefficients de l'effet sur la croissance pour chaque variable utilisant des régressions avec différentes variables supplémentaires incluses. L'auteur définit la solidité de la relation entre la croissance et les variables explicatives en termes de proportion de la densité des estimations de coefficients qui se situe soit à la droite soit à la gauche de zéro : en d'autres termes, si 95 % de la densité des estimations  $\beta_1$  pour la variable 1 se situent à droite de zéro, et seulement 52 % de la densité des estimations  $\beta_2$  pour la variable 2 se situent à la droite de zéro, alors la variable 1 est considérée comme ayant une relation plus forte avec la croissance que la variable 2. Des estimations des coefficients de l'effet de ces 21 variables, combinées à l'ensemble original de données, sont utilisées pour identifier les variables, notamment les variables des politiques qui semblent expliquer la plus grande partie de l'écart de croissance entre le Mexique et les pays à croissance plus rapide. Le Mexique est comparé à deux groupes : les 10 pays ayant affiché la croissance la plus rapide sur la période et les pays de l'OCDE ayant enregistré une croissance plus rapide sur la période.

Sala-i-Martin, Doppelhoffer et Miller (2004) utilisent une technique de calcul de la moyenne des modèles pour déterminer lesquelles des 67 variables ont la relation la plus forte avec la croissance du PIB par habitant sur la période 1960-1996. Elles sont choisies en fonction de la probabilité des régressions qui contiennent la variable, compte tenu des données. En particulier, les auteurs estiment environ 89 millions de régressions selon la méthode des moindres carrés ordinaires dans lesquelles les variables sont testées avec des combinaisons d'autres variables explicatives. Les variables sont choisies sur la base de la somme des probabilités compte tenu des données de régression qui incluent la variable considérée (probabilité d'inclusion). Ce processus recense 21 variables qui sont reliées de manière « significative » à la croissance, c'est-à-dire des variables avec les probabilités d'inclusion les plus élevées et des probabilités de certitude élevées. Puis, des estimations

de l'effet marginal linéaire de chacune de ces 21 variables sont utilisées pour découvrir celles, parmi les variables, qui semblent principalement responsables de la différence entre la croissance du Mexique et celle des 10 pays de l'échantillon affichant la croissance la plus rapide sur la période 1960-1996 et des pays de l'OCDE à croissance plus rapide. La plupart de ces variables représentent des conditions initiales, des effets régionaux fixes ou des facteurs qui ne sont pas facilement influencés par les politiques économiques, si tant est qu'ils le soient.